

La 5^e Rentrée des Entreprises

Der 5. Herbstauftakt der Unternehmen

Lauréats du prix «Coup de cœur»
Preisträger der Auszeichnung
«Coup de cœur»



316

INFO PATRONALE

AVS21

Pourquoi cette
réforme est
indispensable.

AHV21

Warum
diese Reform
unverzichtbar ist.



Reto Julmy

Directeur de l'UPCF
Direktor FAV

EDITO

L'indispensable

FR

AVS21 est indispensable. Car il y a urgence : la première assurance sociale de Suisse se trouve en difficulté financière depuis de nombreuses années. En cause, l'évolution démographique et le fait que sa dernière révision remonte à 1997. C'était il y a 25 ans. Dans ce contexte, la réforme AVS21, sur laquelle nous votons le 25 septembre, amène plusieurs réponses. Cette réforme représente un véritable consensus politique et a été approuvée à une nette majorité par les Chambres fédérales. Un signe clair de l'urgence qui s'impose aujourd'hui en vue d'un assainissement de l'AVS.

En plus du relèvement de l'âge de la retraite des femmes, une mesure qui va dans le sens de l'égalité en permettant de sortir d'une répartition passée des rôles dans les foyers, cette réforme repose sur l'augmentation de la TVA. Une mesure profondément juste puisqu'elle permet de répartir les coûts de l'assainissement de l'AVS sur toute la population. Ce qui ne sera pas le cas si cette réforme est refusée le 25 septembre. Dans ce scénario, le financement de l'AVS devrait être assuré en augmentant les cotisations salariales de la population active. Il est indéniable que la situation des femmes en matière de prévoyance vieillesse doit être améliorée. Ce n'est toutefois pas une raison pour rejeter la réforme AVS21, mais plutôt une obligation pour nos politiciens de tenir compte des conditions de vie et de travail actuelles lors de la révision indispensable du 2^e pilier et d'améliorer ainsi la situation des femmes.

Il est important de comprendre que le projet AVS21 est composé de deux volets : d'une part la modification de la loi sur l'AVS – sur laquelle un référendum a été déposé en janvier de cette année – et d'autre part la modification de la Constitution fédérale à la suite de l'augmentation de la TVA. Comme il s'agit d'une modification de la Constitution, elle est soumise au référendum obligatoire, c'est pourquoi l'augmentation de la TVA nécessite une votation populaire. Ces deux objets sont intimement liés et ne peuvent entrer en vigueur que conjointement : si l'un des deux échoue en votation populaire, le projet entier échoue.

Malgré cette actualité brûlante, l'UPCF a pris le temps de s'arrêter pour fêter sa 5^e Rentrée des Entreprises. Un événement phare qui a permis à nos membres d'échanger lors d'une soirée rythmée par l'excellence de la formation professionnelle et l'exploration. Nous avons récompensé les neuf meilleures entreprises formatrices du canton pour leur engagement dans la formation professionnelle et décerné le prix « Coup de cœur » pour des mérites particuliers dans le domaine de la formation professionnelle. Sarah Marquis a conclu la soirée avec ses récits et images enivrants. Retrouvez cette soirée dans ce numéro de *l'Info Patronale*. Bonne lecture.

IMPRESSUM

Responsable d'édition /
Verantwortlich für die Ausgabe
R. Julmy

Ont collaboré à ce numéro /
An dieser Ausgabe haben mitgearbeitet
R. Julmy, M. Guilloid, D. Bürdel

Photos / Fotos
A. Zamora
pp. 1, 10-15, 40: ©STEMUTZ.COM

Textes / Texte
M. Nicolet

Réalisation / Gestaltung
D. Portmann

Impression / Druck
media f Imprimerie SA
imprimerie@media-f.ch

Tirage / Auflage
5500 – 6 fois par an / 6 Mal pro Jahr

Publicité / Werbung
St-Paul Médias SA
media f – régie publicitaire –
info@media-f.ch
Freiburger Nachrichten –
inserate@freiburger-nachrichten.ch

**Union Patronale du Canton
de Fribourg (UPCF)
Freiburger Arbeitgeberverband (FAV)**

Rue de l'Hôpital 15 – CP 592
1701 Fribourg/Freiburg
office@upcf.ch
www.upcf.ch

SOMMAIRE INHALT

DE Eine unerlässliche Reform

Die Revision AHV 21 ist unerlässlich, denn es besteht dringender Handlungsbedarf. Die wichtigste Sozialversicherung der Schweiz befindet sich nämlich seit mehreren Jahren in finanziellen Schwierigkeiten. Grund dafür ist einerseits die demographische Entwicklung, aber auch der Umstand, dass die letzte Revision auf das Jahr 1997 zurückgeht, also bereits 25 Jahre zurückliegt. In diesem Zusammenhang liefert die Reform AHV 21, über die wir am 25. September abstimmen werden, mehrere Lösungen. Die Reform stellt einen echten politischen Konsens dar und wurde mit einer klaren Mehrheit in den eidgenössischen Räten gutgeheissen. Dies ist ein klares Zeichen der Dringlichkeit, die heute im Hinblick auf eine Sanierung der AHV geboten ist.

Neben der Erhöhung des Rentenalters für Frauen – eine Massnahme im Sinne der Gleichstellung, die es erlaubt, sich von einem veralteten Rollenbild zu lösen – stützt sich die Reform auf eine Erhöhung der Mehrwertsteuer. Die Massnahme ist ausgesprochen gerecht, ermöglicht sie es doch, die Kosten für die Sanierung der AHV auf die gesamte Bevölkerung zu verteilen. Falls die Reform am 25. September abgelehnt würde, wäre das nicht mehr der Fall. In diesem Szenario würde die Sanierung der AHV mittels einer Erhöhung der Arbeitnehmerbeiträge der berufstätigen Bevölkerung erfolgen. Es ist unbestritten, dass die Situation der Frauen bei der Altersvorsorge verbessert werden muss. Das ist aber kein Grund, die Reform AHV 21 abzulehnen, sondern vielmehr eine Verpflichtung für unsere Politikerinnen und Politiker, die gegenwärtigen Lebens- und Arbeitsbedingungen bei der unumgänglichen Revision der 2. Säule zu berücksichtigen und damit die Situation der Frauen zu verbessern.

Es ist wichtig zu verstehen, dass die Vorlage AHV 21 aus zwei Teilen besteht: einerseits der Änderung des AHV-Gesetzes – gegen die im Januar dieses Jahres das Referendum ergriffen wurde – und andererseits der Änderung der Bundesverfassung aufgrund der Erhöhung der Mehrwertsteuer. Da es sich bei Letzterer um eine Verfassungsänderung handelt, unterliegt sie dem obligatorischen Referendum und erfordert eine Volksabstimmung. Die beiden Teile sind eng miteinander verknüpft und können nur gemeinsam in Kraft treten: Falls einer der beiden Teile vom Volk abgelehnt wird, scheitert die gesamte Vorlage.

Trotz dieser wichtigen Abstimmung hat sich der FAV die Zeit genommen, seinen 5. Herbstauftakt der Unternehmen zu feiern – eine Veranstaltung, die im Zeichen der herausragenden Leistungen in der Berufsbildung stand und unseren Mitgliedern ermöglicht hat, den Austausch zu pflegen. Wir haben bei dieser Gelegenheit die neun besten Ausbildungsbetriebe des Kantons für ihr Engagement in der Berufsbildung ausgezeichnet und den Preis «Coup de cœur» für besondere Verdienste in der Berufsbildung vergeben. Die «Abenteurerin des Jahres 2014», Sarah Marquis, rundete den Abend mit ihren eindrücklichen Schilderungen und atemberaubenden Bildern ab. Fotos und Berichterstattung zum Herbstauftakt finden Sie in dieser Ausgabe der Info Patronale. Ich wünsche Ihnen eine angenehme Lektüre!

02–03

Edito

04–07

75 ans / 75 Jahre

10–15

Evénement

5^e Rentrée des Entreprises

Veranstaltung

5. Herbstauftakt der Unternehmen

16–21

Votations fédérales

Eidgenössische Abstimmungen

22–23

Actualités / Aktuelles

FRintégration

24–25

Rubrique juridique

Le nouveau droit de la société anonyme

Juristische Rubrik

Neues Aktienrecht

26–31

Portraits

32–33

En marge / Am Rande

34–37

Sous la loupe

Groupement fribourgeois des opticiens
et de l'optométrie (GFOO)

Unter der Lupe

Gruppe der Freiburger Optiker und
Optometrie (GFOO)

38–39

Fri Up



« L'UPCF et la FER ont un ADN commun et une structure proche »

L'Union Patronale du Canton de Fribourg (UPCF) fait partie du réseau de la Fédération des Entreprises romandes (FER). Les liens entre ces deux entités remontent à 75 ans, lorsqu'elles ont été fondées en parallèle à Morat, en 1947. Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève et secrétaire général de la FER, revient sur les enjeux passés et futurs de cette fédération ainsi que sur les liens qu'elle entretient avec l'UPCF.

Marie Nicolet

Les organisations qui ont précédé l'UPCF et la FER ont été fondées en parallèle à Morat il y a 75 ans. Quelles sont les raisons qui ont conduit à cette création ?

C'est la sécurité sociale qui est à l'origine de la FER. Avec la mise en place de l'AVS en 1947, les milieux patronaux de Suisse romande ont décidé de fonder leurs propres institutions sociales. C'est sous l'impulsion de Ferdinand Masset (Fribourg) et Renaud Barde (Genève) que la Fédération romande des syndicats patronaux (FRSP) a vu le jour, le 30 juillet 1947, à Morat. L'assemblée constitutive crée le même jour la Caisse interprofessionnelle romande de l'AVS. Si le but premier était de créer une caisse AVS, la volonté de ce regroupement d'associations patronales était aussi d'avoir un impact important sur les plans économique et politique. Il faut souligner l'originalité et la profondeur de vue des fondateurs. Ils ont imaginé une organisation patronale et économique régionale et interprofessionnelle, ouverte à tous les types d'entreprises. Cela n'allait pas de soi à l'époque.

Qu'est-ce que ces deux entités ont-elles gardé en commun ?

Elles ont un ADN commun et une structure proche, même si la taille des entités est différente. L'objectif est d'offrir à leurs membres une palette très large de prestations afin de les décharger des tâches administratives. Les assurances sociales constituent l'un de ces volets. Ces organisations s'occupaient déjà de prestations sociales avant l'introduction de l'AVS. Elles disposaient de vastes compétences qui n'ont cessé de s'étendre et de se renforcer. La FER CIAV 106 est d'ailleurs devenue la plus grande caisse interprofessionnelle de compensation AVS de Suisse.

Qu'apporte l'UPCF au réseau de fédérations économiques cantonales que représente la FER ?

L'UPCF apporte son expérience et son savoir-faire en matière patronale et politique. Les échanges entre toutes les fédérations membres de la FER sont toujours riches, en particulier l'approche régionale et les difficultés que ces différentes régions rencontrent. J'ajoute que j'apprécie la dimension bilingue de l'UPCF qui nous permet de bénéficier d'une sensibilité patronale très large. Au niveau politique, il est important pour le réseau de la FER de pouvoir compter sur l'appui de l'UPCF, par exemple, lors de nos réponses aux procédures de consultation et sur certains élus fribourgeois qui pourront relayer nos prises de position au Parlement.

Comment les différentes fédérations peuvent-elles profiter de ce réseau que représente la FER ?

Il y a de nombreux échanges au sein du réseau FER, soit de manière directe entre les membres ou moi-même, soit au travers des comités FER qui ont lieu plusieurs fois par année. On peut ainsi profiter des expériences des uns et des autres pour résoudre certaines difficultés ou échanger sur des thèmes importants pour notre fédération. Des synergies ont été créées dans plusieurs domaines, notamment la sécurité sociale et la formation et celles-ci vont continuer. Il y a aussi des prises de position communes et une volonté que la FER soit bien représentée au niveau fédéral.

Comment ce réseau a-t-il évolué ?

Les échanges au sein du réseau se sont intensifiés au cours des dernières années. La phase du Covid a montré leur importance et le besoin de communication coordonné au niveau de la FER. Notre fédération se digitalise également de plus en plus, avec un bulletin de session en ligne et l'utilisation de Teams pour les visioconférences. Elle a aussi organisé son premier webinaire sur la cybercriminalité le 30 juin dernier. Au niveau humain, il y a une très bonne dynamique entre nous et l'envie de créer encore davantage de collaborations.

Quels sont les plus grands défis actuels et futurs auxquels est ou sera confrontée la FER ?

La FER doit poursuivre son travail de promotion et de défense de l'économie romande auprès des autorités fédérales afin que nos positions puissent être connues. C'est un moyen de défendre l'intérêt de nos membres. Les échanges avec les parlementaires ou les événements au Parlement sont importants pour débattre de sujets fondamentaux, comme le dossier européen, la fiscalité ou les questions liées aux assurances sociales. La FER doit également maintenir sa bonne dynamique à l'avenir en gardant des contacts étroits entre les membres de la FER et en développant des projets en commun comme la communication interne.

Comment la FER fait-elle entendre sa voix auprès des autorités fédérales ?

La FER est la seule organisation économique faîtière romande à avoir été reconnue par les autorités fédérales. Elle répond à de nombreuses procédures de consultation, ce qui lui permet de donner ses positions sur une multitude de sujets. Elle participe



aussi à plusieurs commissions fédérales, donc directement aux travaux de ces dernières que ce soit au titre de la FER ou en collaboration avec les autres organisations faitières de l'économie et du patronat. C'est le cas dans les domaines de la sécurité sociale, du chômage et du marché du travail, entre autres. La FER envoie également régulièrement un bulletin de session parlementaire afin de faire connaître ses positions sur les objets politiques fondamentaux pour notre fédération. Des rencontres avec les parlementaires sont également organisées et parfois des événements liés à des thématiques particulières, comme la réforme de la fiscalité des entreprises. La FER travaille aussi en relation avec une agence à Berne afin d'optimiser sa communication et sa présence à Berne.

Cette année, la FER organise son assemblée générale à Morat en septembre. En quoi est-ce important de revenir aux sources ?

C'est important de rappeler qui on est et le chemin parcouru depuis notre création, car la FER a grandi depuis lors et elle est active sur différents plans. Nous avons plus de 45 000 membres. Un beau succès acquis patiemment en 75 ans. L'assemblée générale

de la FER est aussi toujours un moment de convivialité qui nous rapproche et nous permet d'échanger sur plusieurs dossiers importants pour notre fédération.

Vous avez annoncé quitter votre poste en 2023.

Que retirez-vous de vos quinze ans en tant que directeur général de la FER Genève et secrétaire général de la FER ?

Je vais en effet quitter mes fonctions opérationnelles pour des raisons d'âge. Je retiens le formidable succès de la FER et de ses fédérations membres, son développement, sa présence sur quantité de sujets, la confiance de nos membres. Je mesure son évolution durant ces dernières années, avec des liens qui n'ont cessé de se renforcer et une collaboration très intense entre nous. Le Covid y a contribué, bien sûr, mais la machine était lancée depuis longtemps. C'était un objectif que je m'étais fixé au début de mon mandat et qui a été atteint. Il se poursuivra. A titre personnel, j'aimerais relever les liens d'amitié qui m'unissent à mes collègues des fédérations membres et les remercier pour le soutien dont ils m'ont fait bénéficier. Le succès de la FER est une œuvre collective que je leur dois. Ils vont me manquer.

«Der FAV und die FER haben viele und eine ähnliche Struktur»

Der Freiburger Arbeitgeberverband (FAV) ist Teil des Netzwerks der Vereinigung der Westschweizer Unternehmen (Fédération des Entreprises romande FER). Die Beziehungen zwischen den beiden Organisationen reichen 75 Jahre zurück, wurden sie doch parallel 1947 in Murten gegründet. Blaise Matthey, Generaldirektor der FER Genf und Generalsekretär der FER, geht auf die vergangenen und künftigen Herausforderungen seines Verbands ein sowie auf die Beziehungen, die er mit dem FAV unterhält.

Marie Nicolet

Die Vorläuferorganisationen des FAV und der FER wurden beide vor 75 Jahren parallel in Murten gegründet. Welches war der Anlass für ihre Gründung?

Am Ursprung der FER stand die soziale Sicherheit. Mit der Einführung der AHV im Jahr 1947 beschlossen die Arbeitgeberkreise in der Westschweiz, ihre eigenen Sozialeinrichtungen zu gründen. Auf Veranlassung von Ferdinand Masset (Freiburg) und Renaud Barde (Genf) wurde am 20. Juli 1947 in Murten der Westschweizer Arbeitgeberverband (Fédération Romande des Syndicats Patronaux FRSP) aus der Taufe gehoben. Die konstituierende Versammlung rief am selben Tag die zwischenberufliche Westschweizer AHV-Kasse (Caisse interprofessionnelle romande de l'AVS) ins Leben. Vordringliches Ziel war zwar die Gründung einer AHV-Kasse, es entsprach aber auch dem erklärten Willen dieser Gruppierung von Arbeitgeberverbänden, in Politik und Wirtschaft gewichtigen Einfluss zu nehmen. Man kann den Pioniergeist und die Weitsicht der Gründer nicht genug betonen. Ihnen schwebte eine regionale und überberufliche Arbeitgeber- und Wirtschaftsorganisation vor, die sämtlichen Arten von Unternehmen offenstehen sollte. Das war zu jener Zeit alles andere als selbstverständlich.

Welche Gemeinsamkeiten haben die beiden Organisationen beibehalten?

Sie weisen viele Gemeinsamkeiten und eine ähnliche Struktur auf, auch wenn die Grösse der Verbände unterschiedlich ist. Ziel ist es, ihren Mitgliedern eine breite Palette von Dienstleistungen anzubieten, um sie von administrativen Aufgaben zu entlasten. Die Sozialversicherungen bilden dabei eines der Standbeine. Die beiden Organisationen kümmerten sich schon vor der Einführung der AHV um Sozialleistungen. Sie verfügten über weitreichende Fachkompetenzen, die seither ständig erweitert und vertieft wurden. Die FER CIAV 106 wurde übrigens zur grössten zwischenberuflichen AHV-Ausgleichskasse der Schweiz.

Welchen Beitrag leistet der FAV zugunsten des Dachverbands FER?

Der FAV bringt seine Erfahrung und sein Know-how in Arbeitgeberfragen und in der Politik ein. Der Austausch zwischen sämtlichen Mitgliedsverbänden der FER ist immer sehr fruchtbar, insbesondere in Bezug auf den regionalen Ansatz und die Schwierigkeiten, auf welche die verschiedenen Regionen stossen. Ich möchte noch anfügen, dass ich die zweisprachige Aus-

richtung des FAV schätze: Sie ermöglicht uns eine sehr tiefgreifende arbeitgeberische Sensibilität. Auf politischer Ebene ist es für das FER-Netzwerk wichtig, auf die Unterstützung des FAV zählen zu können (beispielsweise bei unseren Antworten im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren) wie auch auf die Unterstützung von einigen Freiburger Parlamentarierinnen und Parlamentariern, die unsere Stellungnahmen ins Parlament einbringen können.

Welche Vorteile bietet der Dachverband FER den verschiedenen Verbänden?

Im Netzwerk der FER wird ein reger Austausch gepflegt, entweder direkt mit den Mitgliedern, mit mir oder via FER-Vorstandssitzungen, die mehrmals pro Jahr stattfinden. Auf diese Weise kann man gegenseitig von den Erfahrungen profitieren, um bestimmte Herausforderungen zu meistern oder für unseren Verband wichtige Themen zu besprechen. In mehreren Bereichen wurden Synergien geschaffen, insbesondere bezüglich sozialer Sicherheit und Ausbildung; diese Synergien werden fortgeführt. Ausserdem gibt es gemeinsame Stellungnahmen und es besteht der Wille, dass die FER auf Bundesebene gut vertreten ist.

Wie hat sich das Netzwerk weiterentwickelt?

Der Austausch im Netzwerk wurde in den vergangenen Jahren intensiviert. Die Covid-Zeit hat aufgezeigt, wie wichtig dieser Austausch und die auf Ebene der FER koordinierte Kommunikation sind. Unser Verband wird zudem immer stärker digitalisiert, mit Online-Berichten der Sessionen des Bundesparlaments oder der Verwendung von Teams bei Videokonferenzen. Er hat zudem am vergangenen 30. Juni sein erstes Webinar zum Thema Cyberkriminalität organisiert. Was das Zwischenmenschliche betrifft, so herrscht bei uns eine sehr gute Dynamik, und wir setzen überzeugt auf einen weiteren Ausbau der Zusammenarbeit.

Welches sind die grössten Herausforderungen, denen sich die FER gegenwärtig und in Zukunft stellen muss?

Die FER muss fortfahren, die Westschweizer Wirtschaft zu fördern, sie gegenüber den Bundesbehörden zu verteidigen und unsere Positionen allgemein bekannt zu machen. Dies mit der Absicht, für die Interessen unserer Mitglieder einzustehen. Der Austausch mit den Parlamentarierinnen und Parlamentariern oder Anlässe im Parlament sind wichtig, um grundlegende Themen erörtern zu können, etwa das Europadossier, das

Gemeinsamkeiten



Steuerwesen oder Fragen im Zusammenhang mit den Sozialversicherungen. Die FER muss auch in Zukunft ihre starke Dynamik beibehalten, indem sie die engen Kontakte zwischen den FER-Mitgliedern pflegt und gemeinsame Projekte wie etwa die interne Kommunikation durchführt.

Wie verschafft sich die FER bei den Bundesbehörden Gehör?

Die FER ist der einzige Westschweizer Wirtschafts-Dachverband, der von den Bundesbehörden anerkannt wurde. Er antwortet auf zahlreiche Vernehmlassungen, was es ihm erlaubt, seine Haltung zu einer Vielzahl von Themen kundzutun. Er hat ausserdem Einsitz in verschiedenen Kommissionen des Bundes, beteiligt sich also direkt an den Arbeiten dieser Kommissionen, sei es im Namen der FER oder in Zusammenarbeit mit anderen Wirtschafts- und Arbeitgeber-Dachverbänden. Das ist unter anderem der Fall in den Bereichen soziale Sicherheit, Arbeitslosigkeit und Arbeitsmarkt. Die FER verschickt zudem

regelmässig einen parlamentarischen Sessionsbericht, um die politischen Positionen klarzustellen, die für unseren Verband grundlegend wichtig sind. Es werden auch regelmässige Treffen mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern und manchmal Anlässe zu bestimmten Themen (wie etwa der Unternehmenssteuerreform) organisiert. Weiter arbeitet die FER mit einer Berner Agentur zusammen, um ihre Kommunikation und Präsenz in Bern zu optimieren.

Dieses Jahr im September führt die FER ihre Generalversammlung in Murten durch. Inwiefern ist es wichtig, zu den Ursprüngen zurückzukehren?

Es ist wichtig, sich daran zu erinnern, wer wir sind und welchen Weg wir seit der Gründung zurückgelegt haben, denn die FER ist seither gewachsen und auf verschiedenen Ebenen aktiv. Wir zählen über 45 000 Mitglieder. Das ist ein schöner Erfolg, der während 75 Jahren beharrlich erarbeitet wurde. Die Generalversammlung der FER ist auch immer ein Moment der Geselligkeit, bei dem wir uns näherkommen und uns unterhalten können über verschiedene Anliegen, die für unseren Verband wichtig sind.

Sie haben angekündigt, dass Sie 2023 von Ihrem Posten zurücktreten werden. Was behalten Sie in Erinnerung von fünfzehn Jahren als Generaldirektor der FER Genf und Generalsekretär der FER?

Tatsächlich werde ich aus Altersgründen von meinen Ämtern zurücktreten. Ich behalte in meiner Erinnerung den bemerkenswerten Erfolg der FER und ihrer Mitgliedsverbände, ihre Entwicklung, ihre Präsenz in vielen Themenbereichen sowie das Vertrauen unserer Mitglieder. Ich lese die Entwicklung der letzten paar Jahre ab an den Kontakten und Beziehungen, die ständig ausgebaut wurden, und an der sehr intensiven Zusammenarbeit, die wir untereinander gepflegt haben. Covid hat natürlich dazu beigetragen, aber die Maschine war schon längst in Gang gesetzt worden. Diese Entwicklung war ein Ziel, das ich mir bei meinem Amtsantritt gesetzt hatte und das erreicht wurde. Es wird weitergehen. Persönlich möchte ich die freundschaftlichen Beziehungen hervorheben, die mich mit meinen Kolleginnen und Kollegen aus den Mitgliedsverbänden verbinden. Ich möchte ihnen an dieser Stelle für die Unterstützung danken, die sie mir gewährt haben. Der Erfolg der FER ist ein Gemeinschaftswerk, das ich ihnen zu verdanken habe. Sie werden mir fehlen.

CORE



Markus Jungo

Expert-comptable diplômé
Responsable du siège Fribourg



Dominique de Raemy

Spécialiste en finance et comptabilité
avec brevet fédéral

A votre disposition pour des services
de comptabilité, d'audit, de fiscalité, de
conseils économiques et en prévoyance

Fribourg, Guin, Berne

core-partner.ch

T 026 347 28 80



PROGRAMME DE FORMATION

septembre-novembre

Infos et inscriptions sur upcf.ch/nos-formations

FORTBILDUNGSPROGRAMM

September-November

Infos und Anmeldung auf upcf.ch/unsere-fortbildungen

13.9.2022

7h00–8h30

Jurisprudence actuelle dans le domaine RH

Martina Guillod, UPCF

15.9.2022

9:00–17:00 Uhr

Kunden meistern und begeistern

Marcel Schulz, Verkaufstraining & Coaching

20.9.2022

8h00–12h00

**Réagir à temps et efficacement face au
conflit au travail**

Anne Bersier, Juriste et médiatrice FSM

22.9.2022

9h00–16h30

**Communication interne: maîtriser les
leviers d'une communication efficace**

Manuela Egger-Studer, professional-act

4.10.2022

8h30–16h30

Gérer son temps et ses priorités

Claude Volery, Plus Sept Consulting Sàrl

6.10.2022

8h30–16h30

**LinkedIn Advertising pour les utilisateurs
avancés – module 2**

Lukas Schneuwly, skippr GmbH

11.10.2022

8h30–16h30

**Réaliser des vidéos de qualité pour les
réseaux sociaux avec son smartphone**

Digital manager

12.10.2022

8:30–16:30 Uhr

**LinkedIn Advertising für Fortgeschrittene –
Modul 2**

Lukas Schneuwly, skippr GmbH

8.11.2022

8h00–17h00

Mon rôle au sein d'un conseil d'administration

Claude Gremion, Etude Claude Gremion

10.11.2022

8:00–12:00 Uhr

**Rechtzeitig und wirksam auf
Arbeitsplatzkonflikte reagieren**

Martina Guillod, UPCF

15.11.2022

8:00–17:00 Uhr

**Healthy Leadership für leistungsfähige
Organisationen**

Andreas Wieser, WieserPartner GmbH

17.11.2022

8h30–16h30

Vendre aux clients difficiles

Claude Volery, Plus Sept Consulting Sàrl

24.11.2022

8h30–17h00

**Formateurs occasionnels – comment utiliser
différents outils méthodologiques?**

Manuela Egger-Studer, professional-act

ÉVÉNEMENT DIGITALISATION PME EVENT DIGITALISIERUNG KMU

MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2022 • MITTWOCH 28. SEPTEMBER 2022
À LA HAUTE ÉCOLE DE GESTION FRIBOURG (HEG-FR)
AN DER HOCHSCHULE FÜR WIRTSCHAFT FREIBURG (HSW-FR)

L'Union Patronale du Canton de Fribourg, en collaboration avec la Haute Ecole de Gestion Fribourg, a le plaisir de vous inviter à participer à un événement sur le thème de la digitalisation.

Der Freiburger Arbeitgeberverband und die Hochschule für Wirtschaft Freiburg freuen sich, Sie zu einer Veranstaltung zum Thema Digitalisierung einzuladen.



Programme / Programm

16h00

Trois ateliers sur le thème du Marketing Digital, de l'Intelligence Artificielle et de la Cybersécurité
Drei Workshops zu den Themen Digital Marketing, Künstliche Intelligenz und Cybersicherheit

17h30

Pause café et accueil des participants pour la conférence
Kaffeepause und Empfang der Teilnehmer für die Konferenz

18h00

Présentation des résultats du sondage digitalisation 2022, suivie par une conférence de Oliver Price de Local Impact Sàrl et Johan Cosandey de Studio 22
Präsentation der Ergebnisse der Umfrage Digitalisierung 2022, gefolgt von einem Vortrag von Oliver Price von Local Impact Sàrl und Johan Cosandey von Studio 22

19h30

Apéritif et réseautage / *Aperitif und Networking*

Les ateliers ainsi que la conférence se dérouleront en français et en allemand. / Die Workshops sowie die Konferenz werden in Deutsch und Französisch abgehalten.

**GRATUIT
GRATIS**

Pour vous inscrire à la conférence et/ou aux ateliers, veuillez scanner le QR Code. Le délai d'inscription est fixé au 18 septembre 2022.

Um sich für die Konferenz und/oder die Workshops anzumelden, klicken Sie bitte auf den QR-Code. Die Anmeldefrist endet am 18. September 2022.

Événement soutenu par Innosuisse
Von Innosuisse unterstützte Veranstaltung



La 5^e Rentrée des Entreprises a mis à l'honneur la formation professionnelle l'exploratrice du *National Geographic* Sarah Marquis

Quand la formation professionnelle mène à l'excellence

Entrepreneurs, patrons et politiques fribourgeois se sont retrouvés lors de la 5^e Rentrée des Entreprises organisée par l'Union Patronale du Canton de Fribourg (UPCF), à Forum Fribourg, jeudi 25 août.

L'ambiance était à la fête pour cette 5^e édition de la Rentrée des Entreprises. L'événement s'est déroulé en présence de 250 personnes, jeudi 25 août, à Forum Fribourg. Entrepreneurs, patrons et représentants des instances politiques ont répondu présent à ce rendez-vous qui s'est déroulé l'année des 75 ans de l'UPCF.

Le cœur de l'événement était consacré à la formation professionnelle. Un sujet cher à l'UPCF et à son président du Conseil d'administration, Patrick Gendre. Lors de son allocution, il a souligné l'engagement des entreprises formatrices qui s'investissent dans la formation professionnelle. «Prendre le temps de former des jeunes, c'est aussi assurer la pérennité de l'entreprise. Car ils sont la relève de notre société».

Dans ce contexte, il a également évoqué les SwissSkills, les championnats suisses des métiers qui se dérouleront cette année à Berne. Lors de cet important rendez-vous de la formation professionnelle, les visiteurs auront l'occasion de participer à différentes compétitions et démonstrations. En effet, cette année, plus de 1150 jeunes professionnels présenteront 150 métiers différents.

Dans son discours, il a également abordé les défis actuels de l'économie. Il a fait remarquer que la crise économique et inflationnaire actuelle, la plus grave de l'histoire récente, a remis en question bon nombre des fondements de l'ordre économique international de l'après-guerre.

Le Conseiller d'Etat, Jean-François Steiert a, pour sa part, salué l'engagement sans faille de l'UPCF en faveur de la formation professionnelle. Il a notamment souligné que «la Suisse doit veiller à préserver le délicat équilibre entre la formation académique et la formation professionnelle, en investissant dans chacune des deux sans jouer l'une contre l'autre, pour renforcer les

savoirs et assurer ainsi sa prospérité». Il a également rappelé l'importance des entreprises formatrices dans la formation de la relève, alors que les milieux économiques s'apprêtent à relever d'importants défis à l'aune de l'inflation et d'une potentielle pénurie énergétique.

Un engagement remercié

Plusieurs prix ont été remis aux meilleures entreprises formatrices du canton et à leur apprenti-e-s (voir les lauréats ci-contre). Le public a pu découvrir les recettes du succès des entreprises lauréates grâce aux questions qui leur ont été posées sur scène. Le prix «Coup de cœur» a récompensé les entreprises *Engler Ingénieurs SA* et *Bureau d'ingénieurs Sabert SA* pour leur implication dans la réinsertion professionnelle de Serge Baechler. A la suite d'un problème de santé, ce Fribourgeois de 50 ans ne pouvant plus exercer son métier de boucher, a entre-

pris une reconversion professionnelle et a obtenu son CFC de dessinateur en génie civil en juin dernier.

Après la remise des prix, les deux ambassadeurs SwissSkills Maxime Hauzeur et Remi Heredero ont retracé leur parcours jusqu'à leur médaille d'argent aux SwissSkills 2019 lors d'une présentation dynamique et pleine d'humour, qui a su enthousiasmer le public.

Cette Rentrée des Entreprises a finalement été marquée par la conférence de Sarah Marquis, aventurière et exploratrice du *National Geographic* (lire ci-contre). Elle a permis au public de rêver en l'emmenant au travers de récits de ses expéditions à pied et de ses photos dans les contrées les plus hostiles de l'ouest australien. Emmerveillé, le public a écouté les anecdotes, parfois dures, parfois douces de cette femme qui a parcouru seule, l'équivalent du tour du globe à pied.



ainsi que

nelle



Les lauréats 2022

Technique de la construction

- Schwab Schreinerei AG
avec Silvan Wüthrich
- Zwicky & Hörner AG
avec Jan Baeriswyl
- Gilbert L'Homme SA
avec Coline Evelyne Ménétrety

Technique et mécanique

- RBM Electricité SA
avec Alexis Weber
- Garage-Carosserie B. Oberson AG
avec Fabian Neuhaus
- Kaisereggbahnen Schwarzsee AG
avec Nicolas Yann Ruffieux

Service, commerces et santé

- Hausarztpraxis Dr. med. Dominik Lottaz und
Dr. med. Silvia Chocomeli
avec Milena Bürgisser
- Riedo Coiffure AG
avec Selina Corpataux
- Papeterie Meyer Duplirex Papeterie SA
avec Efty Danaé Boschung

Coup de cœur

- Engler Ingénieurs SA et Bureau d'ingénieurs Sabert SA
avec Serge Baechler



Sarah Marquis, exploratrice du National Geographic

Connaissez-vous le canton de Fribourg ?

Très peu en réalité à part les classiques ! C'est avec plaisir que j'ai découvert un peu plus la région lors de la mise en place d'une des énigmes pour la chasse aux trésors que j'ai organisée pour la sortie de mon premier roman et 8^e livre que j'ai écrit en pleine pandémie : *A dos d'oiseaux*.

Quel a été le déclic qui vous a poussée à devenir exploratrice et à marcher seule ?

Je suis née exploratrice. Au fil des années, j'ai su rester concentrée sur mon objectif et j'ai tout mis en place pour réaliser ce que j'avais au fond de mon cœur. Je crois que nous sommes tous et toutes arrivés sur cette terre avec une mission de vie... La mienne est de reconnecter l'humain à la nature. Et la vôtre ?

Qu'est-ce qui est le plus difficile à apprivoiser pour vous, la nature dans son état sauvage ou votre mental ?

Ces deux éléments ne sont pas différents. Nous sommes la nature. Tant que nous nous acharnerons à nous sentir supérieurs à tout, l'harmonie n'arrivera pas. Or, elle est indispensable pour que la force qui réside en nous toutes et tous se révèle à nous. L'inconfort et l'inconnu, c'est là où se trouve la porte d'entrée à cette énergie sans limite.

De votre point de vue, qu'est-ce que les entrepreneurs-euse-s et les explorateur-rice-s ont en commun ?

Les entrepreneurs sont des explorateurs et les explorateurs sont des entrepreneurs. Chaque expédition revient à monter « une entreprise » à la différence près qu'il faut recommencer à chaque fois. Je le dis souvent, lorsque je commence à marcher, la moitié de l'expédition est réalisée.

Vous avez vu et vécu notre planète comme personne. Quelle vision portez-vous sur nos sociétés et notre mode de vie ?

Je commence à me demander si nous ne sommes pas un peu bêtes... Aucune espèce ne détruit son habitat (*rire*) ! Je pense que nous nous trouvons à un tournant de l'humanité comme nous la connaissons. Nous entrons dans une ère où la conscience de notre environnement devient une priorité. Le mot clé est donc adaptation.

Quelle sera votre prochaine exploration ?

C'est encore un secret..., mais c'est pour 2023 !

Anlässlich des 5. Herbstauftakts der Unternehmen standen die Berufsbildung Entdeckerin von National Geographic, Sarah Marquis, im Mittelpunkt.

Wenn die Berufsbildung zu Spitzenleistungen führt

Unternehmer, Arbeitgeber und Politiker aus dem Kanton Freiburg trafen sich am Donnerstag, den 25. August im Forum Freiburg, anlässlich des 5. Herbstauftakts der Unternehmen, welcher vom Freiburger Arbeitgeberverband (FAV) veranstaltet wurde.

Die Stimmung anlässlich des 5. Herbstauftakts der Unternehmen war festlich. Die Veranstaltung fand am Donnerstag, den 25. August, im Beisein von 250 Personen im Forum Freiburg statt. Unternehmer, Arbeitgeber und Vertreter der Politik nahmen an diesem Treffen teil, das im Jahr des 75-jährigen Bestehens des FAV stattfand.

Die Veranstaltung war insbesondere der Berufsbildung gewidmet. Ein Thema, das dem FAV und seinem Präsidenten Patrick Gendre sehr am Herzen liegt. Bei seiner Ansprache hob er das Engagement der Ausbildungsbetriebe hervor. «Sich die Zeit zu nehmen, junge Menschen auszubilden, bedeutet auch, den Fortbestand des Unternehmens zu sichern. Denn sie sind der Nachwuchs unserer Gesellschaft».

In diesem Zusammenhang wies er auch auf die SwissSkills, die Schweizer Berufsmeisterschaften hin, die in diesem Jahr in Bern stattfinden werden. An diesem bedeutenden Treffen der Berufsbildung werden die Besucher die Möglichkeit haben, an verschiedenen Wettkämpfen und Vorführungen teilzunehmen. Dieses Jahr werden nämlich über 1150 junge Berufstätige 150 verschiedene Berufe präsentieren.

Des Weiteren ging er in seiner Ansprache auch auf die aktuellen Herausforderungen der Wirtschaft ein. Er gab dabei zu bedenken, dass die gegenwärtige Wirtschafts- und Inflationskrise, die schwerste in der jüngeren Geschichte, viele der Grundlagen der internationalen Wirtschaftsordnung der Nachkriegszeit in Frage stellt.

Staatsrat Jean-François Steiert lobte den unermüdlichen Einsatz des FAV für die Berufsbildung. Er betonte insbesondere, dass «die Schweiz darauf achten muss, das empfindliche Gleichgewicht zwischen akademischer und beruflicher Bildung zu wahren, indem sie in beide in-

vestiert, ohne die eine gegen die andere auszuspielen, um das Wissen zu stärken und so ihren Wohlstand zu sichern». Er hat ausserdem an die Bedeutung der Lehrbetriebe in Bezug auf die Ausbildung des Nachwuchses erinnert, während sich die Wirtschaft angesichts der Inflation und einer möglichen Energieknappheit auf grosse Herausforderungen vorbereitet.

Ein Dankeschön für den Einsatz

Verschiedene Preise wurden an die besten Ausbildungsbetriebe des Kantons und ihren Lernenden verliehen (siehe untenstehende Preisträger). Das Publikum konnte dabei die Erfolgsrezepte der preisgekrönten Unternehmen anhand von Fragen, die ihnen auf der Bühne gestellt wurden, in Erfahrung bringen.

Die Unternehmen Engler Ingénieurs SA und das Ingenieurbüro Sabert SA wurden für ihren Einsatz bei der beruflichen Wiedereingliederung von Serge Baechler mit dem Preis «Coup de Coeur» ausgezeichnet. Aufgrund eines gesundheitlichen Pro-

blems konnte der 50-jährige Freiburger seinen Beruf als Metzger nicht mehr ausüben. Er begann eine Umschulung und erhielt im Juni dieses Jahres sein EFZ als Zeichner Fachrichtung Ingenieurbau.

Nach der Preisvergabe haben die beiden SwissSkills Bootschafter Maxime Hauzeur und Remi Heredero anlässlich einer dynamischen und humorvollen Präsentation ihren Weg bis zu ihrer Silbermedaille an den SwissSkills 2019 nachgezeichnet und wussten das Publikum zu begeistern.

Ein würdiger Abschluss der Veranstaltung war das Referat von Sarah Marquis, Abenteurerin und Entdeckerin von National Geographic (siehe nachfolgend). Mit Berichten und Fotos über ihre Expedition zu Fuss in einer der unwirtlichsten Gegend im Westen Australiens lud sie das Publikum zum Staunen ein und zog es in ihren Bann. Fasziniert lauschte das Publikum den teils rauen, teils sanften Anekdoten dieser Frau, die im Alleingang zu Fuss eine Strecke zurückgelegt hat, die einer Erdumrundung entspricht.



sowie die



Preisträger 2022

Bautechnik

- Schwab Schreinerei AG
mit Silvan Wüthrich
- Zwicky & Hörner AG
mit Jan Baeriswyl
- Gilbert L'Homme SA
mit Coline Evelyne Ménétrey

Technik und Mechanik

- RBM Electricité SA
mit Alexis Weber
- Garage-Carosserie B. Oberson AG
mit Fabian Neuhaus
- Kaisereggbahnen Schwarzsee AG
mit Nicolas Yann Ruffieux

Dienstleistungen, Handel und Gesundheit

- Hausarztpraxis Dr. med. Dominik Lottaz und
Dr. med. Silvia Chocomeli
mit Milena Bürgisser
- Riedo Coiffure AG
mit Selina Corpataux
- Papeterie Meyer Duplirex Papeterie SA
mit Efty Danaé Boschung

Coup de cœur

- Engler Ingénieurs SA und Bureau d'ingénieurs Sabert SA
mit Serge Baechler



Sarah Marquis, Entdeckerin von National Geographic

Kennen Sie den Kanton Freiburg?

Eigentlich sehr wenig, abgesehen von den Klassikern! Mit Begeisterung habe ich die Region etwas näher kennengelernt, als ich eines der Rätsel für die Schatzsuche vorbereitet habe, welche ich anlässlich der Veröffentlichung meines ersten Romans und 8. Buches «A dos d'oiseaux», das ich in-mitten der Pandemie geschrieben hatte, organisierte habe.

Welches war der Auslöser, der Sie dazu bewegte, Entdeckerin zu werden und alleine zu wandern?

Ich bin als Entdeckerin geboren. Im Laufe der Jahre habe ich mich auf mein Ziel konzentriert und alles dafür unternommen, um das zu erreichen, was mir am Herzen liegt. Ich glaube, dass wir alle mit einer Lebensaufgabe zur Welt gekommen sind... Meine ist es, das Menschliche wieder mit der Natur zu verbinden. Und Ihre?

Was ist für Sie schwieriger zu zählen, die Natur in ihrer Wildheit oder Ihr Verstand?

Diese beiden Elemente sind nicht zu unterscheiden. Wir sind die Natur. Solange wir darauf bedacht sind, uns allem überlegen zu fühlen, wird es keine Harmonie geben. Sie ist aber unerlässlich, damit die Kraft, die in uns allen steckt, sich uns gegenüber offenbaren kann. Das Unbequeme und Unbekannte ist der Ort, an dem sich das Tor zu dieser unendlichen Energie öffnet.

Was haben Unternehmer/-innen und Entdecker/-innen aus Ihrer Sicht gemeinsam?

Unternehmer sind Entdecker und Entdecker sind Unternehmer. Jede Expedition gleicht dem Aufbau eines Unternehmens, mit dem Unterschied, dass man jedes Mal von vorne anfangen muss. Ich habe es schon oft gesagt: Wenn ich anfangen zu laufen, ist die Hälfte der Expedition schon geschafft.

Sie haben unseren Planeten wie niemand anders gesehen und erlebt. Welche Sichtweise haben Sie auf unsere Gesellschaftsformen und unseren Lebensstil?

Ich beginne mich zu fragen, ob wir nicht ein wenig dumm sind... Keine Spezies zerstört ihren Lebensraum (*lacht*)! Ich glaube, dass sich die Menschheit, so wie wir sie kennen, an einem Wendepunkt befindet. Wir treten in eine Ära ein, in der das Bewusstsein für unsere Umwelt von zentraler Bedeutung wird. Das Schlüsselwort lautet daher Anpassungsfähigkeit.

Welches wird Ihre nächste Entdeckungsreise sein?

Es ist noch ein Geheimnis..., aber erst 2023!



Nos lauréats Unsere Preisträger



Technique de la construction
Bautechnik



Technique et mécanique
Technik und Mechanik



Services, commerces et santé
Dienstleistungen, Handel und Gesundheit

La réforme AVS21 apporte des solutions pour assainir le financement de l'AVS, dans la tourmente depuis vingt-cinq ans. Voter deux fois oui le 25 septembre est indispensable pour assurer sa pérennité.

AVS: une réforme en urgence

Le financement de l'AVS, première assurance sociale de Suisse, est en difficulté depuis un quart de siècle. Le 25 septembre prochain, il est impératif que le peuple accepte la modification de la loi sur l'AVS ainsi que la modification de la Constitution pour relever le taux de TVA. Indissociables, ces deux volets du projet doivent être acceptés pour que l'assainissement puisse voir le jour. Explications avec la présidente de la Chambre patronale de l'Union Patronale du Canton de Fribourg (UPCF), Liliane Kramer.

Marie Nicolet

Pourquoi la réforme AVS21 est-elle indispensable ?

Il faut savoir qu'à ses débuts, l'AVS était assainie en moyenne tous les cinq ans. Or, la dernière grande réforme de l'AVS remonte à 25 ans (1997). Ce qui pose le défi le plus important à notre prévoyance vieillesse, c'est l'évolution démographique. Au départ, le rapport entre les actifs et les retraités était de six pour un. Cela a bien changé. Avec le départ à la retraite de la génération du baby-boom, le nombre d'actifs diminue, tandis que celui des retraités aug-

– « Si ce n'est pas accepté, la population active portera sur ses épaules le poids de l'assainissement de l'AVS. »

mente rapidement. Bientôt, le rapport sera de deux pour un. De plus, l'espérance de vie a globalement augmenté de près de dix ans depuis l'introduction de l'AVS en 1948.

Dans ce contexte, l'AVS manque d'argent. L'Office fédéral des assurances sociales estime le déficit cumulé entre 2020 et 2045 à environ 200 milliards de francs, ce qui correspond au coût de 16 tunnels de base du Saint-Gothard. Si l'on veut que la principale institution sociale de Suisse continue à verser des rentes aux générations futures, il est donc urgent de l'assainir.

Que pensez-vous de l'idée d'assainir l'AVS par le biais de la TVA ?

Je trouve qu'il s'agit d'une proposition défendable, car elle est équitable pour toutes les générations. Tout le monde participe au financement de l'AVS au travers des biens de consommation qu'il achète. Il faut se rendre compte que les seules modernisations structurelles ne suffiront pas à stabiliser l'AVS pour les générations futures.

Des mesures financières sont également nécessaires pour garantir l'assurance sociale la plus importante de Suisse. L'augmentation de la TVA de 0,1 et 0,4 point de pourcentage en fonction des biens apportera à l'AVS des recettes supplémentaires jusqu'à 1,5 milliard de francs par année. Des estimations ont été faites et il est intéressant de noter que les dépenses annuelles qui découleraient de cette augmentation de la TVA s'élèveraient à environ 200 francs pour un ménage suisse moyen.

La réforme de l'AVS repose donc sur la modification de la loi sur l'AVS et celle de la Constitution fédérale concernant l'augmentation de la TVA. Que se passe-t-il si l'un des deux projets n'est pas accepté ?

Les deux projets doivent impérativement être acceptés car ils sont intimement liés. Nous devons voter sur les deux car un référendum concernant la modification de la loi sur l'AVS a abouti, et la modification de la Constitution fédérale est obligatoirement soumise au peuple. Dans l'intérêt de toutes les générations, j'espère que ces deux objets seront acceptés car cela permet de commencer le chemin de l'assainissement de l'AVS.



Il faut se rendre compte que si ce n'est pas accepté, les travailleurs devront payer davantage au travers de l'augmentation de leurs cotisations salariales. Cela signifie que la population active portera sur ses épaules l'assainissement de l'AVS.

Cette réforme comporte un point concernant l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Qu'en pensez-vous ?

Je suis favorable à l'harmonisation de l'âge de la retraite entre les hommes et les femmes. Nous ne devons pas oublier que nous avons besoin d'une solution pour garantir les rentes des générations futures et c'en est une efficace. D'abord, elle permettra de moderniser le système, qui repose sur une image dépassée des rôles. Ensuite, cette mesure permettra de renforcer le premier pilier grâce à des recettes supplémentaires d'environ 1,4 million de francs par année en 2032.

Il faut aussi souligner qu'en remplaçant l'âge de la retraite par un âge de référence, le projet



offre la possibilité de maintenir plus longtemps les travailleurs qualifiés dont font partie les femmes sur le marché du travail.

La réforme AVS21 est-elle une solution durable qui permettra aux jeunes de toucher l'AVS dans trente ou quarante ans?

Cette solution est la bonne voie pour les années à venir. Cependant, il ne faut pas oublier que l'AVS doit suivre l'évolution de la société, d'autres révisions seront certainement nécessaires dans le futur. Quand cela sera le cas, il faudra garder à l'esprit que l'âge de la retraite doit être adapté en fonction des professions. Par exemple, dans la construction ou les soins, les métiers sont physiquement durs, il est donc justifié que l'âge de la retraite soit différent. En parallèle, une révision du deuxième pilier (LPP) pointe son nez et devient tout aussi urgente que celle de l'AVS.

Les membres de la Chambre patronale ont décidé à l'unanimité de soutenir la réforme de l'AVS. En résumé, ce projet prévoit:

- **L'harmonisation de l'âge de la retraite des hommes et des femmes:** L'âge de la retraite des femmes est aligné sur celui des hommes, ce qui permet de moderniser le système, qui repose sur une image dépassée des rôles. L'adaptation de l'âge de référence est prévue progressivement et permettra de renforcer le premier pilier grâce à des recettes supplémentaires d'environ 1,4 million de francs par année en 2032.
- **Des mesures de compensation pour les femmes de la génération transitoire:** La réforme AVS21 prévoit des mesures visant à atténuer les effets du relèvement de l'âge de référence pour les femmes proches de la retraite au moment de l'entrée en vigueur de la réforme. La génération transitoire comprend neuf années et concerne les femmes âgées de 55 ans ou plus au moment de l'entrée en vigueur de la réforme. Ainsi, si AVS21 entre en vigueur en 2024, les femmes concernées seraient celles nées entre 1961 et 1969.
- **Une retraite flexible dans l'AVS:** La rente de vieillesse pourra être perçue entre 63 et 70 ans pour les hommes et les femmes et entre 62 et 70 ans pour les femmes de la génération transitoire. Un ajournement ou l'anticipation d'une partie de la rente sera donc possible. Les taux de réduction ou d'augmentation en fonction de l'option choisie seront fixés par le Conseil fédéral.
- **Des incitations à poursuivre une activité lucrative après 65 ans:** La réforme AVS21 offre la possibilité de renoncer à la franchise pour les personnes exerçant une activité lucrative après l'âge de la retraite et les cotisations payées après l'âge de référence (65 ans) seront prises en compte. Ceci augmente la possibilité de combler les éventuelles lacunes de cotisations, tout en améliorant la rente AVS jusqu'à un montant défini.
- **Une réduction du délai de carence pour bénéficier d'une allocation pour impotent de l'AVS:** Le délai de carence pour avoir droit à une allocation pour impotent de l'AVS est réduit à six mois, au lieu d'une année.
- **Un financement additionnel par le biais de la TVA (arrêté fédéral):** La réforme AVS21 prévoit le relèvement de la TVA entre 0,1 et 0,4 point de pourcentage afin d'apporter à l'AVS une nouvelle source de financement. Cette mesure permettra d'assurer à l'AVS des recettes supplémentaires annuelles d'environ 1,4 milliard de francs.

Die Reform AHV 21 bietet Lösungen, um die Finanzierung der AHV, die seit 25 Jahren mit Problemen kämpft, auf eine gesunde Grundlage zu stellen.

AHV: eine dringend benötigte Reform

Die Finanzierung der AHV, der wichtigsten Sozialversicherung der Schweiz, steht seit mehr als einem Vierteljahrhundert auf unsicheren Füüssen. Am kommenden 25. September ist es unerlässlich, dass das Stimmvolk die Änderung des AHV-Gesetzes und den Bundesbeschluss über die Erhöhung der Mehrwertsteuer annimmt. Die zwei untrennbar miteinander verknüpften Teile der Vorlage müssen angenommen werden, damit die Sanierung der AHV in Angriff genommen werden kann. Liliane Kramer, Präsidentin der Arbeitgeberkammer des Freiburger Arbeitgeberverbands (FAV), liefert Erklärungen.

Marie Nicolet

Weshalb ist die Reform AHV 21 zwingend nötig?

Man muss wissen, dass die AHV seit ihren Anfängen im Schnitt alle fünf Jahre saniert wurde. Die letzte grosse Reform liegt nun aber schon 25 Jahre zurück (1997). Die grösste Herausforderung für unsere Altersvorsorge bildet die demographische Entwicklung. Zu Beginn betrug das Verhältnis zwischen Berufstätigen und Pensionierten sechs zu eins. Das hat sich grundlegend verändert. Mit dem Eintritt der Generation der Baby-Boomer ins Rentenalter geht der Anteil der Berufstätigen zurück, während jener der Pensionierten rasch ansteigt. Bald wird das Verhältnis zwei zu eins betragen. Ausserdem hat sich die Lebenserwartung seit der Einführung der AHV im Jahr 1948 ganz allgemein um fast zehn Jahre erhöht.

In diesem Umfeld fehlt es der AHV an Geld. Das Bundesamt für Sozialversicherungen schätzt das zwischen 2020 und 2045 kumulierte Defizit auf circa 200 Milliarden Franken, das entspricht den Kosten für den Bau von 16 Gotthard-Basistunneln. Wenn wir wollen, dass die wichtigste Sozialinstitution der Schweiz auch an künftige Generationen Renten ausschüttet, ist es dringend nötig, sie zu sanieren.

Was halten Sie von der Idee, die AHV über die Mehrwertsteuer zu sanieren?

Ich finde, der Vorschlag ist durchaus begründet, denn er behandelt sämtliche Generationen fair. Alle beteiligen sich an der Finanzierung der AHV via Konsumgü-

ter, die gekauft werden. Wir müssen uns darüber im Klaren sein, dass strukturelle Anpassungen allein nicht ausreichen werden, die AHV für künftige Generationen zu stabilisieren.

Es braucht auch finanzielle Massnahmen, um die wichtigste Sozialversicherung der Schweiz sicherstellen zu können. Die Erhöhung der AHV um 0,1 resp. 0,4 Prozentpunkte (je nach Gut/Dienstleistung) wird der AHV zusätzliche 1,5 Milliarden Franken pro Jahr einbringen. Es wurden Schätzungen gemacht: Die jährlichen Ausgaben, die sich aus dieser Erhöhung der Mehrwertsteuer ergeben, machen für einen durchschnittlichen Schweizer Haushalt circa 200 Franken aus.

Die AHV-Reform hängt also von der Änderung des AHV-Gesetzes und der Änderung der Bundesverfassung in Bezug auf die Mehrwertsteuer ab. Was passiert, wenn eine der beiden Vorlagen nicht angenommen werden sollte?

Die beiden Vorlagen müssen zwingend angenommen werden, sind sie doch untrennbar miteinander verknüpft. Wir müssen über beide Vorlagen abstimmen, denn gegen die Änderung des AHV-Gesetzes wurde erfolgreich das Referendum ergriffen und eine Änderung der Bundesverfassung muss obligatorisch vors Volk gebracht werden. Im Interesse aller Generationen hoffe ich, dass die beiden Vorlagen angenommen werden – das wird es ermöglichen, die Sanierung der AHV anzugehen.



- «Falls die Vorlage verworfen wird, wird die berufstätige Bevölkerung das Gewicht der AHV-Sanierung auf ihren Schultern tragen müssen.»

Wir müssen uns darüber im Klaren sein: Wenn die Vorlagen nicht angenommen werden, werden die Arbeitnehmer via die Erhöhung ihrer Arbeitnehmerbeiträge mehr bezahlen müssen. Das bedeutet, dass die berufstätige Bevölkerung das Gewicht der AHV-Sanierung auf ihren Schultern tragen müsste.

Die Reform sieht eine Erhöhung des Rentenalters für Frauen vor.

Wie stehen Sie dazu?

Ich bin für eine Vereinheitlichung des Rentenalters von Frauen und Männern. Wir brauchen eine Lösung, damit die Renten der kommenden Generationen gesichert werden – und die Vereinheitlichung ist eine effiziente Lösung. Als Erstes wird sie es ermöglichen, das System zu modernisieren, das auf einem veralteten Rollenbild aufbaut. Dann wird es die Massnahme auch erlauben, die erste Säule dank zusätzlicher Einnahmen von circa 1,4 Milliarden Franken pro Jahr bis 2032 zu stärken.

Die Vorlage bietet mit der Ersetzung des Rentenalters durch ein Referenzalter die Möglichkeit, qualifizierte Arbeitnehmer, also auch die Frauen auf dem Arbeitsmarkt, länger zu beschäftigen.

Ist die Reform AHV 21 eine nachhaltige Lösung, die es den Jungen ermöglicht, in 30 oder 40 Jahren AHV zu beziehen?

Die Lösung ist der richtige Weg für die kommenden Jahre. Es darf aber nicht vergessen gehen, dass die AHV den gesellschaftlichen Entwicklungen folgen muss, weitere Revisionen werden in der Zukunft sicherlich nötig sein. Beispielsweise, dass die das Rentenalter je nach Beruf angepasst werden muss. In der Baubranche oder in der Pflege ist die Arbeit körperlich anstrengend, es wäre deshalb angebracht, dass das Rentenalter hier unterschiedlich angesetzt werden kann. Parallel dazu zeichnet sich bereits eine Revision der zweiten Säule (BVG) ab, die ebenso dringlich ist wie die Revision der AHV.

Die Mitglieder der Arbeitgeberkammer haben einstimmig beschlossen, die AHV-Reform zu unterstützen. Zusammengefasst sieht die Revision vor:

- **Vereinheitlichung des Rentenalters von Frauen und Männern:** Das Rentenalter der Frauen wird jenem der Männer angepasst, was es erlaubt, das System zu modernisieren, das auf einem veralteten Rollenbild aufbaut. Die Anpassung des Referenzalters soll schrittweise erfolgen und wird es erlauben, die erste Säule dank zusätzlicher Einnahmen von ca. 1,4 Milliarden Franken pro Jahr bis 2032 zu stärken.
- **Kompensationsmassnahmen für Frauen der Übergangsgeneration:** Die Reform AHV 21 sieht Massnahmen vor, die darauf abzielen, die Auswirkungen der Anhebung des Referenzalters für Frauen, die sich bei Inkrafttreten der Reform kurz vor der Pensionierung befinden, abzufedern. Die Übergangsgeneration umfasst 9 Jahre und betrifft Frauen, die bei Inkrafttreten der Reform 55 Jahre oder älter sind. Tritt die Reform 2024 in Kraft, wären das jene Frauen, die zwischen 1961 und 1969 geboren wurden.
- **Flexibler Rentenbezug in der AHV:** Die Altersrente kann ab einem Alter zwischen 63 und 70 Jahren für Frauen und Männer, und für Frauen der Übergangsgeneration zwischen 62 und 70 Jahren bezogen werden. Ein späterer oder früherer Bezug eines Teils der Rente wäre somit zu reduzierten oder erhöhten Beträgen möglich, je nach gewählter Option. Der Bundesrat wird die neuen Sätze kurz vor deren Einführung festlegen.
- **Anreize zur Weiterführung der Erwerbstätigkeit nach 65:** Die Reform AHV 21 bietet die Möglichkeit, auf den Freibetrag für Erwerbstätige im Rentenalter zu verzichten. Die nach dem Referenzalter (65 Jahre) bezahlten AHV-Beträge werden berücksichtigt. Das ermöglicht es, allfällige Beitragslücken zu schliessen und die AHV-Rente bis zu einem bestimmten Betrag zu verbessern.
- **Verkürzung der Karenzfrist für den Anspruch auf Hilflosenentschädigung der AHV:** Die Karenzfrist für den Anspruch auf Hilflosenentschädigung der AHV wird von einem Jahr auf sechs Monate verkürzt.
- **Zusatzfinanzierung durch die Mehrwertsteuer (Bundesbeschluss):** Die Reform AHV 21 sieht eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 0,1 respektive 0,4 Prozentpunkte vor, um der AHV eine neue Finanzierungsquelle erschliessen zu können. Diese Massnahme wird es ermöglichen, der AHV zusätzliche jährliche Einnahmen in der Höhe von ca. 1,4 Milliarden Franken zur Verfügung zu stellen.

OUI à la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé

+ L'impôt anticipé constitue un obstacle, en particulier pour les obligations. D'après le droit en vigueur actuellement, les intérêts obligataires suisses sont soumis à l'impôt anticipé au taux de 35 %. La déduction touche tous les investisseurs, sans distinction. La plupart d'entre eux peut prétendre à un remboursement total ou partiel de l'impôt anticipé. Cependant, faire valoir ce droit représente une charge administrative considérable, et l'investisseur est privé d'une partie de ses liquidités entre le prélèvement et le remboursement de l'impôt.

En raison de l'impôt anticipé et des désavantages qu'il comporte pour les investisseurs, les groupes d'entreprises suisses émettent en général leurs obligations à l'étranger plutôt qu'en Suisse. Ils assurent ainsi la compétitivité de leurs titres. Ceci a une influence sur le marché suisse des capitaux de tiers qui est sous-

développé comparativement aux autres pays. De plus, la création de valeur ainsi que l'emploi qui y est lié ont également lieu à l'étranger.

Une réforme qui renforce la place économique suisse

La réforme de l'impôt anticipé vise à permettre aux entreprises d'émettre des obligations en Suisse à des conditions concurrentielles, ceci afin d'éviter leurs émissions depuis l'étranger. Avec la réforme, l'impôt anticipé n'est plus prélevé sur les intérêts obligataires suisses des obligations nouvellement émises alors que ces derniers restent soumis à l'impôt sur le revenu et sur la fortune. Si, dans un premier temps, ce projet pourrait mener à des pertes de recettes fiscales de plusieurs dizaines de millions de francs, ce manque à gagner sera compensé par une augmentation future des recettes des collectivités pu-



bliques due au renforcement du marché des capitaux de tiers qui en découlera. Par conséquent, la réforme entraînera une augmentation des recettes fiscales et renforcera le marché suisse des capitaux.

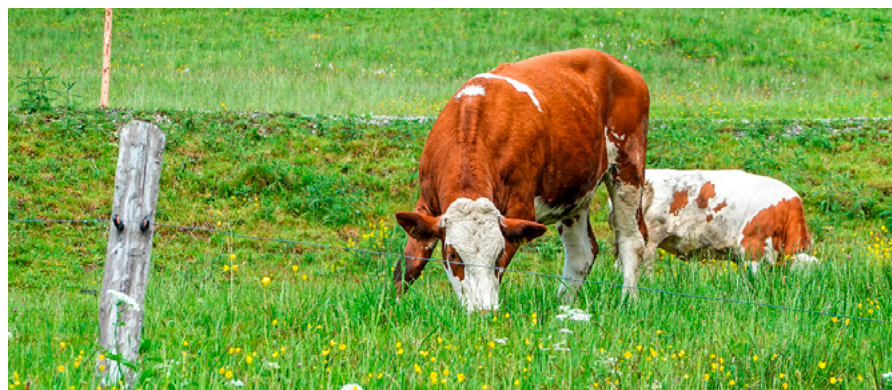
- Les membres de la Chambre patronale ont décidé à l'unanimité de soutenir la modification de la loi pour renforcer le marché des capitaux tiers.

NON à l'initiative populaire sur l'élevage intensif

+ Actuellement, la loi suisse sur la protection des animaux est l'une des plus strictes au monde. La dignité et le bien-être des animaux sont protégés, indépendamment du nombre d'animaux détenus au même endroit. La Confédération encourage les formes d'exploitations agricoles particulièrement en accord avec la nature et respectueuses de l'environnement et des animaux, comme le prescrit la Constitution.

Des exigences étendues de l'initiative

L'initiative sur l'élevage intensif entend protéger dans la Constitution la dignité des animaux de rente tels que les bovins, la volaille ou les porcs. Elle entend également interdire l'élevage intensif, qui selon ses auteurs porte systématiquement atteinte au bien-être des animaux. Ainsi, la Confédération devrait fixer des exigences minimales plus strictes pour un hébergement et des soins respectueux des animaux, l'accès à l'extérieur, l'abattage et la taille maximale des groupes par étable. Ces exigences devraient correspondre au moins au cahier des charges 2018 de Bio Suisse et



toutes les exploitations agricoles devraient les respecter pour ce qui est de l'élevage.

Ces exigences s'appliqueraient également à l'importation d'animaux, de produits animaux et de denrées alimentaires contenant des ingrédients d'origine animale, ce qui enfreindrait des accords conclus avec des partenaires commerciaux importants. Une telle situation entraînerait des coûts d'investissement et d'exploitation plus élevés, des contrôles dans les exploitations étrangères et un renchérissement des denrées alimentaires d'origine animale.

- Lors de leur séance, les membres de la Chambre patronale ont décidé de refuser l'initiative sur l'élevage intensif qui aura des retombées importantes dans le canton de Fribourg, où l'agriculture joue une place importante dans l'économie.

JA zur Änderung des Bundesgesetzes über die Verrechnungssteuer

+ Die Verrechnungssteuer stellt insbesondere bei Obligationen ein Hindernis dar. Nach geltendem Recht unterliegen inländische Obligationenzinsen der Verrechnungssteuer von 35 Prozent. Der Abzug trifft alle Anlegerinnen und Anleger gleichermassen. Die meisten von ihnen sind zu einer vollständigen oder zumindest teilweisen Rückerstattung der Verrechnungssteuer berechtigt. Die Geltendmachung dieses Anspruchs ist allerdings mit einem erheblichen administrativen Aufwand verbunden. Zudem führt die Erhebung und Rückerstattung zu einem partiellen Liquiditätsentzug bei der Anlegerin oder dem Anleger. Aufgrund der Verrechnungssteuer und der damit verbundenen Nachteile für Anlegerinnen und Anleger emittieren Schweizer Konzerne ihre Obligationen in der Regel nicht in der Schweiz, sondern im Ausland. Damit stellen sie sicher, dass ihre Titel wettbewerbsfähig sind. Entsprechend ist der Fremd-

kapitalmarkt der Schweiz im Vergleich zu anderen Ländern unterentwickelt. Als Folge davon sind die Wertschöpfung und die damit verbundenen Arbeitsplätze ebenfalls im Ausland angesiedelt.

Eine Reform, die den Wirtschaftsstandort Schweiz stärkt

Die Vorlage zielt darauf ab, es den Unternehmen zu ermöglichen, ihre Obligationen zu konkurrenzfähigen Bedingungen in der Schweiz und nicht mehr im Ausland auszugeben. Die Reform sieht vor, auf neu emittierten inländischen Obligationenzinsen der neu ausgegebenen Obligationen keine Verrechnungssteuer mehr zu erheben, sie bleiben allerdings einkommens- und vermögenssteuerpflichtig. Zu Beginn könnte die Reform zu Steuer-Mindereinnahmen im zweistelligen Millionenbereich führen. Die Mindereinnahmen werden aber kompensiert durch künftige Mehreinnahmen für Bund, Kantone und Gemeinden, die sich



aus der Stärkung des Fremdkapitalmarkts ergeben. Die Reform wird zu einer Erhöhung der Steuereinnahmen führen und den Schweizer Kapitalmarkt insgesamt stärken.

- Die Mitglieder der Arbeitgeberkammer haben einstimmig beschlossen, die Gesetzesänderung zu unterstützen, und auf diese Weise den Schweizer Fremdkapitalmarkt zu stärken.

NEIN zur Massentierhaltungsinitiative

+ Die Schweiz hat eines der weltweit strengsten Tierschutzgesetze. Würde und Wohlergehen von Tieren sind geschützt, unabhängig davon, wie viele Tiere an einem Ort gehalten werden. Der Bund fördert zudem landwirtschaftliche Produktionsformen, die besonders naturnah, umwelt- und tierfreundlich sind. Das schreibt die Verfassung vor.

Erweiterte Forderungen der Initiative

Die Massentierhaltungsinitiative will den Schutz der Würde von Nutztieren wie Rindern, Hühnern oder Schweinen in die Verfassung aufnehmen. Sie will zudem die Massentierhaltung verbieten, weil dabei das Tierwohl systematisch verletzt werde. Der Bund müsste strengere Mindestanforderungen festlegen für eine tierfreundliche Unterbringung und Pflege der Tiere, den Zugang ins Freie, die Schlachtung und die maximale Gruppengrösse pro Stall. Diese Anforderungen müssten mindestens den Bio-Suisse-Richtlinien von 2018 entsprechen, und sämtliche Landwirtschaftsbetriebe müssten sie bei der Tierhaltung einhalten.



Die Anforderungen würden auch für den Import von Tieren, Tierprodukten und Lebensmitteln mit Zutaten tierischer Herkunft gelten, was Verträgen zuwiderlaufen würde, die mit wichtigen Handelspartnern abgeschlossen wurden. Diese Situation würde höhere Investitions- und Betriebskosten nach sich ziehen, Kontrollen in ausländischen Betrieben voraussetzen und eine Verteuerung von Lebensmitteln tierischer Herkunft bewirken.

- An ihrer Sitzung haben die Mitglieder der Arbeitgeberkammer beschlossen, die Massentierhaltungsinitiative abzulehnen. Gerade im Kanton Freiburg, in dem die Landwirtschaft eine wirtschaftlich wichtige Rolle spielt, hätte eine Annahme erhebliche negative Auswirkungen zur Folge.

La plateforme **FRintégration.ch** veut favoriser l'intégration des réfugié-e-s sur le marché du travail. Des subsides cantonaux sont prévus pour inciter les entreprises fribourgeoises à se lancer.

L'intégration paie

La plateforme **FRintégration.ch** est née d'une collaboration entre le Service de l'action sociale (SASoc), l'Union Patronale du Canton de Fribourg (UPCF) et Pierre Siffert, directeur de Debrunner Acifer SA. Elle vise à favoriser l'intégration des réfugié-e-s en leur permettant d'entrer sur le marché du travail grâce à la publication de leurs profils qui peuvent être consultés par les entreprises.

Marie Nicolet

L'idée est née en 2018, lorsque Pierre Siffert, directeur de Debrunner Acifer SA à Givisiez a engagé Ali, un jeune préapprenti admis à titre provisoire et au bénéfice d'un permis F. De son initiative, l'impulsion a été donnée pour réunir les partenaires étatiques et économiques afin de renforcer l'intégration et la formation des réfugié-e-s en informant et mobilisant les entreprises fribourgeoises.

Ainsi est née la plateforme **FRintégration.ch** qui a fait peau neuve ce printemps. «Elle offre de bonnes opportunités d'engager ou de former de nouveaux collabora-

teurs, particulièrement pour les PME qui sont confrontées à certaines difficultés de recrutement», explique Daniel Bürdel, directeur adjoint et responsable du projet à l'UPCF, en évoquant l'utilité de **FRintégration** pour l'économie fribourgeoise.

Cette plateforme a pour objectif de faciliter l'intégration des dizaines de réfugié-e-s qui arrivent chaque année dans le canton de Fribourg, en présentant leurs profils aux patron-ne-s fribourgeois-e-s. Les migrant-e-s restent souvent durablement en Suisse et sont employables par l'économie car ils sont pour la plupart

détenteurs d'un permis F, B ou S. C'est aussi le cas des réfugié-e-s ukrainien-ne-s, ce qui leur permettra, comme à leurs collègues d'autres pays, de s'intégrer dans la société en leur ouvrant les portes du marché du travail.

Des subsides prévus

La condition sine qua non pour que l'intégration puisse exister est que les patron-ne-s acceptent d'accueillir ce type de main d'œuvre. C'est pourquoi le SASoc a mis plusieurs mesures d'incitation en place, en facilitant le recrutement en consultant les C.V. des personnes autorisées à travailler, en annonçant les postes de travail, de formation et de stages et en consultant toutes les informations utiles au recrutement. De plus, des subsides à l'embauche sont prévus pour les entreprises. Appelés Vitamin F+ et B+, ces soutiens sont prévus sur six mois et un suivi par des conseillers en intégration est prévu jusqu'à douze mois après l'embauche.

Le SASoc rappelle qu'une intégration réussie est bénéficiaire pour toute la société puisqu'elle donne des perspectives aux réfugié-e-s ainsi qu'à leurs familles. Cela tout en soutenant l'économie pour lutter contre la pénurie de main d'œuvre et en renforçant la cohésion sociale.



178 profils disponibles

95 entreprises fribourgeoises inscrites

18 postes annoncés sur **FRintégration.ch**

Die Plattform **FRintégration.ch** verfolgt das Ziel, die Eingliederung von Flüchtlingen in den Arbeitsmarkt zu fördern. Kantonale Fördermittel sind vorgesehen, um Anreize für die Freiburger Unternehmen zu schaffen.

Integration zahlt sich aus

Die Plattform **FRintégration.ch** geht aus einer Zusammenarbeit zwischen dem Kantonalen Sozialamt (KSA), dem Freiburger Arbeitgeberverband (FAV) und Pierre Siffert, Direktor von Debrunner Acifer SA, hervor. Sie soll die Integration von Flüchtlingen fördern und ihnen den Zugang zum Arbeitsmarkt ermöglichen mithilfe der Veröffentlichung ihrer persönlichen Profile, welche von den Unternehmen eingesehen werden können.

Marie Nicolet

Die Idee entstand 2018, als Pierre Siffert, Direktor von Debrunner Acifer SA in Givisiez, Ali, einen jungen vorläufig Aufgenommenen mit F-Ausweis, für eine Vorlehre einstellte. Auf seine Initiative hin kam der Anstoss, die staatlichen und wirtschaftlichen Partner zusammenzubringen, mit dem Ziel, die Integration und die Ausbildung junger Flüchtlinge in Freiburger Unternehmen zu fördern.

So entstand die Plattform **FRintégration.ch**, die in diesem Frühjahr ein neues Erscheinungsbild erhalten hat. «Die Plattform bietet gute Möglichkeiten, neue Mitarbeitende einzustellen oder auszubilden, insbesondere für KMU, die mit besonderen Herausforderungen bei der Re-

rutierung konfrontiert sind», erklärt Daniel Bürdel, stellvertretender Direktor und Projektverantwortlicher beim FAV, und verweist auf den Nutzen von **FRintégration** für die Freiburger Wirtschaft.

Die Plattform bezweckt die Eingliederung der vielen Flüchtlinge zu erleichtern, die jedes Jahr im Kanton Freiburg ankommen, indem ihre persönlichen Profile den Freiburger Arbeitgebern präsentiert werden. Migrantinnen und Migranten bleiben oft dauerhaft in der Schweiz und können durch die Arbeitgeber eingestellt werden, da sie meist einen F-, B- oder S-Ausweis besitzen. Dies gilt für ukrainische Flüchtlinge ebenso wie für Flüchtlinge aus anderen Ländern. Indem ihnen die Türen zum Arbeitsmarkt geöffnet werden, können sie

sich besser und schneller in die Gesellschaft integrieren.

Fördermittel vorhanden

Die Voraussetzung für eine erfolgreiche Integration ist, dass die Arbeitgeber bereit sind, solche Arbeitskräfte zu beschäftigen. Aus diesem Grund hat das KSA mehrere Anreize geschaffen, indem es die Rekrutierung durch Einsichtnahme in den Lebenslauf der arbeitsberechtigten Personen erleichtert, Arbeits-, Ausbildungs- und Praktikumsstellen veröffentlicht und alle für eine Anstellung relevanten Informationen zugänglich macht. Darüber hinaus sind Zuschüsse für Unternehmen bei entsprechenden Neueinstellungen vorgesehen. Unter den Bezeichnungen «Vitamin F+ und B+» sind Förderleistungen für die Dauer von sechs Monaten vorgesehen. Zudem ist eine Betreuung durch Integrationsberater bis zwölf Monate nach der Einstellung gewährleistet.

Das KSA und der FAV halten fest, dass eine erfolgreiche Eingliederung für die Gesellschaft als Ganzes von Vorteil ist, da auf diese Weise den Flüchtlingen sowie ihren Familien eine Perspektive gegeben wird. Gleichzeitig wird die Wirtschaft bei der Bewältigung des Arbeitskräftemangels unterstützt und der soziale Zusammenhalt gestärkt.

178 Profile verfügbar

95 registrierte Freiburger Unternehmen

18 ausgeschriebene Stellen auf **FRintégration.ch**



Plus grande flexibilité dans la tenue des assemblées générales.

Nouveau droit de la SA

Le nouveau droit de la société anonyme (SA) est le fruit de plusieurs années de débats au Parlement suisse. La révision tend à moderniser le droit de la SA afin de l'adapter aux besoins de l'économie. Les modifications concernent de nombreux domaines, tels la structure du capital-actions, les droits des actionnaires ou les règles concernant l'insolvabilité et le surendettement. Le présent article porte sur les nouvelles dispositions en matière d'organisation des assemblées générales, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Par renvoi des articles 805 al. 5 et 893a nCO, elles s'appliqueront aussi aux sociétés à responsabilité limitée ainsi qu'aux sociétés coopératives.

Martina Guillod

Devant l'impossibilité de se réunir physiquement lors de la pandémie, le Conseil fédéral a introduit une disposition dans l'ordonnance 3 Covid-19, selon laquelle l'organisateur d'une assemblée de société peut imposer aux participants d'exercer leurs droits exclusivement par écrit ou sous forme électronique, ou par l'intermédiaire d'un représentant indépendant désigné par l'organisateur. Cette disposition perdra sa validité à l'entrée en vigueur du nouveau droit de la SA au 1^{er} janvier 2023. Cela implique que les sociétés doivent adapter leurs statuts si elles entendent continuer à bénéficier de la flexibilité offerte par les assemblées virtuelles hors contexte pandémique.

Assemblée virtuelle

Selon le nouvel article 701d CO, une assemblée générale peut se tenir sans lieu de réunion physique, à condition que ce soit prévu par les statuts. La convocation d'une AG d'une société cotée en bourse

doit également désigner un représentant indépendant qui sera chargé de récolter les pouvoirs et instructions des actionnaires qui ne voudraient ou ne pourraient pas utiliser les médias électroniques. Les sociétés non cotées en bourse peuvent renoncer à l'exigence de représentant indépendant moyennant disposition statutaire adoptée à la majorité qualifiée. Les modifications statutaires nécessaires peuvent d'ores et déjà être décidées par l'assemblée générale pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023 (modification statutaire à terme).

Assemblée physique avec exercice électronique des droits d'actionnaires

La société peut (mais ne doit pas) permettre aux actionnaires d'exercer leur droit de vote par voie électronique dans le cadre d'une assemblée générale qui se tient dans un lieu physique. D'ailleurs, une AG peut dorénavant se tenir simultanément en plusieurs lieux, avec retrans-

mission en direct par des moyens audiovisuels sur tous les sites de la réunion. Ces modifications ne nécessitent pas de modification statutaire.

Modalités du recours aux médias électroniques

Il appartient au conseil d'administration de régler les détails. Il doit pouvoir s'assurer que l'identité des participants soit établie, que les interventions à l'AG soient retransmises en direct, que tous les participants puissent faire des propositions et prendre part aux débats, et que le résultat du vote ne puisse pas être falsifié. Si l'AG ne se déroule pas correctement en raison de problèmes techniques, elle doit être convoquée à nouveau. Les décisions prises avant l'apparition des problèmes techniques restent valables. Une assemblée par voie circulaire est également possible, à condition que tous les actionnaires ou leurs représentants donnent leur accord à ce type de procédure de décision et qu'aucune discussion ne soit requise.



Grössere Flexibilität bei der Durchführung von Generalversammlungen.

Neues Aktienrecht

Das neue Aktienrecht ist das Ergebnis von langjährigen Debatten im Schweizer Parlament. Die Revision zielt darauf ab, das Aktienrecht zu modernisieren, um es besser an die Bedürfnisse der Wirtschaft anzupassen. Die Änderungen betreffen zahlreiche Bereiche wie etwa die Struktur des Aktienkapitals, die Aktionärsrechte oder die Regeln betreffend Insolvenz und Überschuldung. Der vorliegende Artikel behandelt die neuen Bestimmungen zur Organisation von Generalversammlungen, die auf den 1. Januar 2023 in Kraft treten. Durch Verweis in den Artikeln 805 Abs. 5 und 893a nOR gelten diese neuen Bestimmungen auch für Gesellschaften mit beschränkter Haftung und für Genossenschaften.

Martina Guillod



Da es während der Pandemie nicht möglich war, sich physisch zu treffen, hat der Bundesrat in der Covid-19-Verordnung 3 vorgesehen, dass der Veranstalter einer Gesellschaftsversammlung anordnen kann, dass die Teilnehmenden ihre Rechte ausschliesslich auf schriftlichem Weg oder in elektronischer Form oder durch einen vom Veranstalter bezeichneten unabhängigen Stimmrechtsvertreter ausüben. Diese Bestimmung verliert mit der Inkraftsetzung des neuen Aktienrechts am 1. Januar 2023 seine Gültigkeit. Das impliziert, dass die Gesellschaften ihre Statuten anpassen müssen, wenn sie weiterhin von der Flexibilität profitieren wollen, die virtuelle Versammlungen auch ausserhalb einer Pandemie bieten.

Virtuelle Versammlung

Gemäss dem neuen Artikel 701d OR kann eine Generalversammlung ohne physische Präsenz durchgeführt werden, sofern dies in den Statuten vorgesehen ist. Beruft eine börsenkotierte Gesellschaft eine solche GV ein, muss sie einen unab-

hängigen Vertreter bezeichnen, der den Auftrag hat, die Rechte und den Willen jener Personen einzubringen, die keine elektronischen Medien nutzen können oder wollen. Nicht börsenkotierte Gesellschaften können auf die Bezeichnung eines unabhängigen Vertreters verzichten, sofern dies mittels qualifizierter Mehrheit in den Statuten entsprechend vorgesehen wurde. Die für virtuelle Versammlungen nötigen statutarischen Anpassungen können schon jetzt im Hinblick auf ein Inkrafttreten am 1. Januar 2023 beschlossen werden (terminierte Statutenänderung).

Physische Versammlung mit elektronischer Ausübung der Aktionärsrechte

Die Gesellschaft kann (muss aber nicht) den Aktionären erlauben, ihr Stimmrecht im Rahmen einer Generalversammlung, die an einem Tagungsort stattfindet, auf elektronischem Weg auszuüben. Übrigens kann eine GV künftig gleichzeitig an verschiedenen Orten stattfinden, mit Direktübertragung mittels audiovisueller Mittel

an allen Tagungsorten. Diese Änderungen benötigen keine statutarische Anpassung.

Voraussetzungen beim Einsatz von elektronischen Medien

Es obliegt dem Verwaltungsrat, die Einzelheiten zu regeln. Er muss sicherstellen können, dass die Identität der GV-Teilnehmenden überprüft wird, dass die einzelnen Beiträge und Reden an der GV direkt übertragen werden, dass sämtliche Teilnehmenden Vorschläge einbringen und sich an den Diskussionen beteiligen können und dass das Abstimmungsergebnis nicht gefälscht werden kann. Falls die GV wegen technischer Probleme nicht ordnungsgemäss durchgeführt werden kann, muss sie erneut einberufen werden. Diejenigen Entscheide, die vor dem Auftreten der technischen Probleme gefällt wurden, behalten ihre Gültigkeit. Eine Versammlung auf schriftlichem Weg ist ebenfalls möglich unter der Bedingung, dass sämtliche Aktionärinnen und Aktionäre oder deren Vertreter zu dieser Form der Durchführung ihre Zustimmung geben und keine Diskussion verlangt wird.

AP Carrelages SA forme des carreleurs (CFC et formations continues) car la main d'œuvre qualifiée représente la pérennité de la profession.

Un suivi pris au sérieux

AP Carrelages SA a reçu lors de la Rentrée des Entreprises 2021, **le prix de Meilleure entreprise formatrice**. Une récompense vue comme un remerciement par le patron, Pascal Aebischer, qui s'implique dans la formation professionnelle depuis 1991.

Marie Nicolet

Il est des gens qui s'engagent pour la formation professionnelle naturellement. Pascal Aebischer, patron d'AP carrelages SA, entreprise basée à Fribourg, en est. Il monte son entreprise en 1988 et commence à former des apprentis en 1991, dès sa maîtrise fédérale en poche. « Il s'agit d'un bon système de formation, c'est pour cela que je le soutiens », explique-t-il. Il fait même plus puisqu'entre 1995 et 2020, il préside la commission d'apprentissage de la branche et, depuis 2021, il occupe le fauteuil de président du Groupe-ment fribourgeois des carreleurs.

Pascal Aebischer confie avoir la conviction que cette implication pour la profession et pour la formation professionnelle est nécessaire afin d'assurer sa pérennité. « Notre branche a intérêt à avoir des ouvriers bien formés car ils la valorisent. La formation qualifiée fait la différence et nous rend indispensables sur les chantiers », explique le patron.

La formation professionnelle prend donc une place importante chez AP carrelages SA. Son suivi et l'organisation nécessaire qui en découlent sont pris au sérieux. « Nous devons anticiper la planification car nous sommes une petite entreprise et nous voulons envoyer les apprentis sur des chantiers dans lesquels ils peuvent apprendre le métier », détaille Pascal Aebischer. En termes de suivi, la structure n'a pas de formateurs attitrés, même si Robbin Bernardin, le beau-fils de Pascal Aebischer, maître carreleur, est responsable de la formation des apprentis. « Les jeunes doivent avoir envie de voler le savoir aux ouvriers qualifiés »,



Année de fondation de l'entreprise: 1988

Nombre d'employés: une quinzaine, dont trois maîtres carreleurs

Nombre d'apprentis actuellement: 2 de première année

Secteur d'activité: Transformation et rénovation

Responsable de la formation professionnelle: Robbin Bernardin

sourit le patron qui place la motivation des apprentis au cœur de leur réussite.

Trouver la relève

Le prix qu'a reçu AP carrelages SA lors de la Rentrée des Entreprises 2021, a été considéré par Pascal Aebischer comme un remerciement pour son engagement sur le long terme en faveur de la formation professionnelle. Un domaine dans lequel s'impliquent aussi ses deux beaux-fils Yannick et Robbin Bernardin qui reprendront l'entreprise d'ici quelques années, lorsque le temps de la retraite du patron arrivera. Une belle reconnaissance pour toute une équipe, donc.

Dans un contexte de recrutement compliqué, trouver des apprentis carreleurs représente le défi principal de la branche, dans le canton de Fribourg, comme en Romandie et même en Suisse en général, selon Pascal Aebischer qui siège dans plu-

sieurs commissions romandes. « Nous avons créé un bel outil avec les nouveaux locaux pour les cours interentreprises à Courtepin, nous devons maintenant trouver la relève », souligne-t-il avant de regretter que de jeunes suisses ne se sentent souvent pas la vocation de se lancer dans une carrière de carreleur. « Je suis la preuve qu'un CFC de carreleur ouvre des portes et permet de réussir sa vie professionnelle », martèle Pascal Aebischer qui rappelle avoir fondé son entreprise à seulement 22 ans. Son reproche vise essentiellement les orienteurs dans les cycles d'orientation: « Dans les métiers du bâtiment, on nous envoie presque exclusivement des élèves très peu motivés qui sont en difficulté scolaire. C'est dommage car nous avons besoin de gens motivés et capables de faire des études supérieures. » Pour lui, il est donc urgent de valoriser cette formation professionnelle, essentielle au second-œuvre.

AP Carrelages SA bildet Plattenleger aus (EFZ und Weiterbildungen), da qualifizierte Arbeitskräfte den Fortbestand des Berufs sichern.

Ein Vorhaben, das ernst genommen wird

AP Carrelages SA wurde anlässlich des Herbstauftakts der Unternehmen 2021 **mit dem Preis als bester Ausbildungsbetrieb** ausgezeichnet. Eine Anerkennung, die vom Firmenchef Pascal Aebischer, der sich seit 1991 für die Berufsbildung einsetzt, als Dank verstanden wird.

Marie Nicolet

Es gibt viele Leute, die sich ganz selbstverständlich für die Berufsbildung engagieren. Pascal Aebischer, Patron der in Freiburg ansässigen Firma AP Carrelages SA, ist einer davon. Er gründete sein Unternehmen 1988 und begann 1991, nach der Erlangung des eidgenössischen Meisterdiploms, mit der Ausbildung von Lernenden. «Es ist ein tolles Bildungssystem, deshalb stehe ich dafür ein», erklärt er. Pascal Aebischer macht aber noch weit mehr. Von 1995 bis 2020 war er nämlich Vorsitzender der Lehraufsichtskommission der Branche und seit 2021 ist er Präsident der Vereinigung der Freiburger Plattenleger.

Pascal Aebischer ist überzeugt, dass dieses Engagement zugunsten des Berufsstandes und der Berufsbildung notwendig ist, um deren Fortbestand zu sichern. «Unser Berufszweig hat einen Bedarf an gut ausgebildeten Fachkräften, da sie die Branche aufwerten. Eine qualifizierte Ausbildung sorgt für den Unterschied und macht uns auf den Baustellen unentbehrlich», erläutert der Firmenchef.

Die Berufsbildung nimmt bei AP Carrelages SA daher einen wichtigen Platz ein. Deren Umsetzung und die damit einhergehende Organisation werden ernst genommen. «Wir müssen vorausschauend planen, denn wir sind ein kleines Unternehmen und wollen die Lernenden auf Baustellen entsenden, wo sie den Beruf richtig erlernen können», präzisiert Pascal Aebischer. Was die Betreuung betrifft, so hat der Betrieb keine fest zugewiesenen Auszubildenden, wenn auch Robbin Bernardin, Plattenlegermeister und Stiefsohn von Pascal Aebischer, für die Ausbildung der Lernenden verantwortlich ist. «Die jungen

Leute müssen das Bedürfnis haben, den qualifizierten Facharbeitern das Wissen zu entlocken», meint der Firmenchef, der die Motivation als Schlüssel zum Erfolg betrachtet, lächelnd.

Nachwuchskräfte finden

Den Preis, den AP Carrelages SA anlässlich des Herbstauftakts der Unternehmen 2021 erhalten hat, wertet Pascal Aebischer als Dank für sein langjähriges Engagement zu Gunsten der Berufsbildung. Ein Bereich, in dem sich auch seine beiden Stiefsöhne Yannick und Robbin Bernardin engagieren, welche den Betrieb in einigen Jahren übernehmen werden, sobald der Zeitpunkt für den Ruhestand des Patrons gekommen ist. Eine schöne Anerkennung für ein ganzes Team also.

Gemäss Pascal Aebischer, der in mehreren Kommissionen in der Westschweiz mitwirkt, ist das Finden von Lernenden für die Branche der Plattenleger die grösste Herausforderung – im Kanton Freiburg wie auch in der Westschweiz und sogar schweizweit. «Wir haben mit den neuen Räumlichkeiten für die überbetrieblichen Kurse in Courtepin ein tolles Instrument geschaffen, jetzt müssen wir den Nachwuchs dafür finden», betont er und bedauert, dass sich viele Jugendliche in der Schweiz häufig nicht zu einer Laufbahn als Plattenleger berufen fühlen. «Ich bin der beste Beweis dafür, dass ein EFZ als Platten-



leger viele Türen öffnet und ein erfolgreiches Berufsleben ermöglicht», beteuert Pascal Aebischer und weist darauf hin, dass er sein Unternehmen mit gerade mal 22 Jahren gegründet hatte. Kritik richtet er vor allem an die Berufsberatungsfachleute in den Orientierungsschulen: «In den Bauberufen werden uns meist sehr unmotivierte Schülerinnen und Schüler mit schulischen Schwierigkeiten vermittelt. Das ist bedauernswert, denn wir brauchen begeisterte Leute, die imstande sind, eine höhere Ausbildung zu absolvieren.» Für ihn ist es daher dringend erforderlich, diese für das Baunebengewerbe bedeutende Berufsausbildung aufzuwerten.

Gründungsjahr des Unternehmens: 1988

Anzahl Beschäftigte: ca. 15, davon 3 Plattenleger mit Meisterdiplom

Anzahl Lernende aktuell: 2 im 1. Lehrjahr

Tätigkeitsbereich: Umbau und Renovierung

Ausbildungsverantwortlicher: Robbin Bernardin

duchein SA a formé plus de 40 apprentis depuis sa création.
Un engagement sans faille qui fait la réputation du bureau bilingue d'ingénieurs.

Former pour l'avenir de la branche

Actif dans un secteur dynamique, le bureau bilingue d'ingénieurs duchein SA, à Villars-sur-Glâne, se renouvelle continuellement. L'entreprise s'engage en faveur de la formation professionnelle afin d'assurer sa relève et a reçu lors de la Rentrée des Entreprises 2021 le prix de Meilleure entreprise formatrice.

Marie Nicolet

Duchein SA, entreprise basée à Villars-sur-Glâne, a été créée en 1980. C'est en 1982 que le premier apprenti a été formé au sein de la structure. Depuis, chaque année, un à deux apprentis sont engagés dans le domaine de projeteur en technique du bâtiment sanitaire. Depuis plusieurs années, deux apprentis employés de commerce ont aussi été formés. Afin d'accéder à l'apprentissage, un stage préalable est nécessaire. «Cela permet aux jeunes de découvrir et de comprendre le métier», explique Myriam Neuhaus, directrice opérationnelle chez duchein SA. Un passage essentiel car l'apprentissage de 2 voire 4 ans est complexe et demande de bonnes compétences en mathématiques et géométrie ainsi qu'un intérêt prononcé pour le dessin technique.

L'engagement de l'entreprise pour la formation professionnelle s'avère tout naturel puisqu'elle évolue dans un secteur spécialisé et dynamique où le recrutement de main d'œuvre qualifiée est complexe car le marché du travail est sec, selon Myriam Neuhaus. D'où l'importance de bien former la jeunesse qui représente l'avenir. Durant leur apprentissage, les jeunes suivent un programme de formation qui a été développé au sein de l'entreprise. «Notre bureau encourage également des apprentis suivant une formation à côté d'une carrière sportive comme un joueur de hockey sur glace du HC Gottéron et un joueur de foot d'BSC Young Boys Berne», complète la directrice opérationnelle.

Ce programme permet aux apprentis projeteurs d'acquérir le savoir nécessaire et une certaine méthodologie. «Ils évoluent dans un environnement dynamique, entourés de professionnels expérimentés, tout en étant soutenu par Alain Piller, directeur et responsable formateur», ex-

plique Myriam Neuhaus. D'ailleurs, duchein SA entend être à la pointe dans son domaine. Elle forme donc depuis plusieurs années ses projeteurs à utiliser des programmes de visualisation 3D (BIM).

Participer aux SwissSkills

Lors de la Rentrée des Entreprises 2021, duchein SA a été récompensé par le prix de meilleure entreprise formatrice. Un prix qui valorise son engagement. «La formation professionnelle nous tient à cœur et nous sommes fiers d'avoir reçu cette distinction», déclare Myriam Neuhaus. Et ce n'est pas la première récompense de

l'entreprise qui a aussi été primée par suissetec Suisse, l'association des techniciens en bâtiment, comme «Top Entreprise Formatrice». Et, pour couronner le tout, Alec Gwerder, un de ses anciens apprentis, a gagné la médaille d'or lors des SwissSkills 2021. Il a même terminé «Best of Switzerland»: meilleur apprenti du concours, toutes catégories et tous métiers confondus.

A l'avenir, duchein SA devra faire face à des défis notamment pour trouver des apprentis intéressés par le métier de projeteur, qui se trouve à la croisée de l'informatique, de la technique et de l'intelligence artificielle. Les futurs apprentis devront aussi être prêts à fournir les efforts nécessaires pour la réussite de cette formation. «C'est un métier exigeant et passionnant avec de belles perspectives», termine la directrice opérationnelle qui souligne que la formation duale, ce système suisse unique, ouvre par la suite de nombreuses portes aux jeunes.



Année de fondation de de l'entreprise: 1980

Nombre d'employés: une dizaine

Nombre d'apprentis actuellement: 2 projeteurs (un romand et un alémanique)

Secteur d'activité: Bureau d'ingénieurs conseils en installations techniques du bâtiment spécialisé dans les installations sanitaires, techniques de piscines et sprinkler.

Responsable de la formation professionnelle: Alain Piller

Duchain SA hat seit der Gründung mehr als 40 Lernende ausgebildet. Ein starkes Engagement, das den Ruf des zweisprachigen Ingenieurbüros auszeichnet.

Ausbilden für die Zukunft der Branche

Das zweisprachige Ingenieurbüro duchain SA in Villars-sur-Glâne ist in einer sehr dynamischen Branche tätig und entwickelt sich ständig weiter. Das Unternehmen setzt sich für die Berufsbildung ein, um den eigenen Nachwuchs zu sichern und wurde anlässlich des Herbstauftakts der Unternehmen 2021 **mit dem Preis als bester Ausbildungsbetrieb** geehrt.

Marie Nicolet

Das Unternehmen duchain SA, mit Sitz in Villars-sur-Glâne, wurde 1980 gegründet. Im Jahr 1982 wurde der erste Lernende im Betrieb ausgebildet. Seither werden jedes Jahr ein bis zwei Lernende in der Sparte Gebäudetechnikplaner Sanitär angestellt. In den vergangenen Jahren wurden zudem auch zwei Lernende zum Kaufmann ausgebildet. Um für die Berufslehre aufgenommen zu werden, ist ein Vorpraktikum erforderlich. «Dies ermöglicht es den Jugendlichen, den Beruf kennen zu lernen und auch zu verstehen», erklärt Myriam Neuhaus, operative Leiterin bei duchain SA. Eine wesentliche Vorbereitung, denn die zwei- oder vierjährige Ausbildung ist komplex und erfordert gute Fähigkeiten in Mathematik und Geometrie sowie ein ausgeprägtes Interesse am technischen Zeichnen.

Gemäss Myriam Neuhaus ergibt sich das Engagement des Unternehmens zugunsten der Berufsbildung ganz von selbst, ist es doch in einem spezialisierten und dynamischen Sektor tätig, in welchem die Rekrutierung von qualifizierten Arbeitskräften wegen des ausgetrockneten Arbeitsmarktes äusserst schwierig ist. Daher ist es umso wichtiger, die jungen Leute, denen die Zukunft gehört, gut auszubilden. Während ihrer Lehrzeit durchlaufen sie ein entsprechendes Ausbildungsprogramm, welches innerhalb des Unternehmens entwickelt wurde. «Unser Büro fördert auch Lernende, die eine Ausbildung parallel zu ihrer Sportlerkarriere absolvieren, so beispielsweise ein Hockeyspieler des HC Fribourg-Gottéron und ein Fussballer des BSC Young Boys Bern», ergänzt die operative Leiterin.

Das Ausbildungsprogramm ermöglicht es den Lernenden, sich das nötige Wissen

und eine gewisse Methodik anzueignen. «Sie entfalten sich in einem dynamischen Umfeld, umgeben von erfahrenen Fachleuten. Sie werden dabei von Alain Piller, Geschäftsführer und Ausbildungsverantwortlicher, begleitet und unterstützt», erläutert Myriam Neuhaus. Das Unternehmen duchain SA ist stets bestrebt, auf seinem Gebiet eine führende Stellung einzunehmen. Seit mehreren Jahren bildet es daher seine Planer in der Anwendung von 3D-Visualisierungsprogrammen (BIM) aus.

Teilnahme an den SwissSkills

Im Rahmen des Herbstauftakts der Unternehmen 2021 wurde duchain SA als bester Ausbildungsbetrieb ausgezeichnet. Ein Preis, der das Engagement des Unter-

nehmens wertschätzt. «Die Berufsbildung liegt uns sehr am Herzen und wir sind stolz darauf, diese Auszeichnung erhalten zu haben», bekräftigt Myriam Neuhaus. Das ist nicht die erste Ehrung für den Betrieb, der auch von suissetec Schweiz, dem Verband der Gebäudetechniker, als «Toplehrbetrieb» gewürdigt wurde. Und als Krönung gewann Alec Gwerder, einer ihrer ehemaligen Lernenden, die Goldmedaille an den SwissSkills 2021. Er schaffte es dabei sogar zum Titel «Best of Switzerland» – als bester Lernender des Wettbewerbs aller Kategorien und Berufe.

In Zukunft wird duchain SA vor allem herausgefordert sein, geeignete Lernende für den Beruf des Gebäudetechnikplaners Sanitär, mit Schnittstellen zwischen Informatik, Technik und künstlicher Intelligenz, zu finden. Angehende Lernende müssen bereit sein, die für eine erfolgreiche Ausbildung geforderten Anstrengungen zu leisten. «Es ist ein anspruchsvoller und spannender Beruf mit tollen Perspektiven», betont die operative Leiterin und unterstreicht, dass das einzigartige duale Schweizer Ausbildungssystem den jungen Leuten später vielfältige Möglichkeiten eröffnet.



Gründungsjahr des Unternehmens: 1980

Anzahl Beschäftigte: rund 10

Anzahl Lernende aktuell: 2 Gebäudetechnikplaner Sanitär (je einer französisch- und deutschsprachig)

Tätigkeitsbereich: ein beratendes Ingenieurbüro für technische Installationen, mit Schwerpunkt auf Sanitäranlagen, Schwimmbadtechnik und Sprinkleranlagen

Ausbildungsverantwortlicher: Alain Piller

Staremborg SA forme un apprenti par année depuis sa création en 1996.

Un engagement sans limite

L'entreprise Staremborg, établie à Bulle, forme en moyenne un apprenti par an. Son engagement en faveur de la formation professionnelle lui a permis de remporter **le prix de Meilleure entreprise formatrice** lors de la Rentrée des Entreprises 2021.

Marie Nicolet

Chez Staremborg SA, il y a des ferblantiers, des couvreurs et des étancheurs. Un mélange de métiers différents bien que complémentaires. Tous travaillent sur l'enveloppe des bâtiments. Marc Staremborg, le patron, n'a pas hésité longtemps pour trouver sa voie. «J'aime être à l'extérieur, sur les toits», sou-

rit-il tout en admettant que désormais il est de moins en moins sur le terrain. Cela ne l'empêche pas d'être sur tous les fronts : pour gérer son entreprise où il est responsable de la formation professionnelle, mais aussi comme expert pour les examens de CFC, de brevet et de maîtrise. «Cet engagement m'oblige à rester à la page et à suivre l'évolution du métier et de la formation professionnelle», explique-t-il.

Cet engagement est important pour lui et pour son entreprise car il permet d'assurer une continuité dans la profession. «C'est toujours plus compliqué de trouver de la main d'œuvre qualifiée», constate le patron avant d'ajouter qu'il engage parfois des jeunes après l'obtention de leur CFC : «S'ils sont motivés et que ce sont de bons éléments, nous sommes ouverts, cependant ils choisissent souvent de changer de voie.» Staremborg SA forme en moyenne

un apprenti par année d'apprentissage, mais là aussi, trouver la perle peut se révéler fastidieux. «Un apprenti va commencer en août, mais nous avons eu moins de demandes de stages que les années précédentes», remarque Marc Staremborg qui peine à expliquer les raisons de ce phénomène mais évoque l'allongement de la durée de l'apprentissage en 2019, le faisant passer de trois à quatre ans.

Actifs dès le début

Les apprentis sont bien encadrés dans l'entreprise et apportent du sang neuf toujours apprécié parmi l'équipe. «Les employés transmettent leur savoir-faire, ce qui les motive», estime Marc Staremborg qui met beaucoup d'attention dans la formation des apprentis : «Dès la première année d'apprentissage, ils créent leurs pièces, ils sont actifs et nous essayons de les responsabiliser le plus possible pour leur apprendre toutes les facettes du métier, mais aussi pour les valoriser.»

Cet engagement de chaque jour a été récompensé lors de la Rentrée des Entreprises 2021 par le prix de meilleure entreprise formatrice. «C'est une belle reconnaissance de l'extérieur», déclare le patron qui a aussi siégé plusieurs années au comité de suissetec Fribourg, l'association des techniciens du bâtiment.

Quant aux défis à venir, l'entreprise travaille encore à réparer les dégâts causés en 2021 par les fortes grêles qui s'étaient abattues sur la région bulloise. «Cela va encore nous occuper deux voire trois ans», précise Marc Staremborg. Actuellement, l'incertitude concerne les prix qui ont énormément augmenté et l'approvisionnement de certains composants. «Le délai pour certaines pièces notamment électroniques ont été beaucoup allongés, mais pour le moment nous arrivons à gérer la situation», affirme le patron.



Année de fondation de de l'entreprise: 1996

Nombre d'employés: Une vingtaine

Nombre d'apprentis actuellement: 2

Secteur d'activité: Enveloppe du bâtiment

Responsable de la formation professionnelle: Marc Staremborg qui passera prochainement la main à Kevin Burri

Staremborg SA bildet seit ihrer Gründung 1996 jährlich einen Lernenden aus.

Ein grenzenloses Engagement

Das in Bulle ansässige Unternehmen Staremborg bildet im Schnitt einen Lernenden pro Jahr aus. Ihr Engagement zugunsten der Berufsbildung bescherte der Firma anlässlich des Herbstaufakts der Unternehmen 2021 die **Auszeichnung als bester Ausbildungsbetrieb**.

Marie Nicolet

Bei der Staremborg AG gibt es Spengler, Dachdecker und Abdichter. Eine Mischung aus verschiedenen Berufen, die sich gegenseitig ergänzen. Alle haben mit der Gebäudehülle zu tun. Der Firmenchef Marc Staremborg hat nicht lange gezögert, um seinen Berufsweg einzuschlagen. «Ich bin gerne draussen auf den Dächern», sagt er lächelnd und räumt ein, dass er mittlerweile immer seltener vor Ort ist. Das hindert ihn jedoch nicht daran, an allen Fronten aktiv zu sein: um sein Unternehmen zu führen, in welchem er für die Berufsbildung verantwortlich ist, aber auch um als Experte für EFZ-, Fachausweis- und Meisterprüfungen zur Verfügung zu stehen. «Diese Verpflichtung zwingt mich, auf dem Laufenden zu bleiben und die Entwicklung des Berufsstandes und der Berufsbildung aufmerksam zu verfolgen», erklärt er.

Dieses Engagement ist für ihn und sein Unternehmen wichtig, da es Kontinuität im Berufsfeld gewährleistet. «Es wird immer schwieriger, qualifizierte Arbeitskräfte zu finden», stellt der Patron fest und fügt hinzu, dass er mitunter junge Leute auch nach ihrem Lehrabschluss beschäftigt: «Wenn sie motiviert und gute Leistungsträger sind, sind wir durchaus offen, allerdings entscheiden sie sich oft für einen anderen Weg.» Die Staremborg SA bildet im Durchschnitt einen Lernenden pro Jahrgang aus, aber auch hier ist die Suche nach der Perle oft nicht einfach. «Ein Auszubildender wird im August bei uns beginnen – wir hatten aber weniger Anfragen für Praktika als in den Vorjahren», erläutert Marc Staremborg. Er kann

sich die Gründe für dieses Phänomen nur schwer erklären, verweist allerdings auf die Verlängerung der Ausbildungsdauer im Jahr 2019 von drei auf vier Jahre.

Von Anfang an aktiv

Die Lernenden werden im Unternehmen gut betreut und bringen frischen Wind in den Betrieb, was im Team stets sehr geschätzt wird. «Die Mitarbeitenden geben ihr Wissen weiter, dies motiviert sie», findet Marc Staremborg, der einen grossen Wert auf die Ausbildung der Lernenden legt. «Ab dem ersten Lehrjahr fertigen sie ihre Werkstücke selbst an. Sie sind dabei aktiv und wir versuchen, ihnen so viel Verantwortung wie möglich zu übertragen, um alle Facetten des Berufs zu vermitteln, aber gleichzeitig auch, um sie zu fördern.»

Die tagtäglichen Bemühungen wurden im Rahmen des Herbstaufakts der Unter-

nehmen 2021 mit dem Preis für den besten Lehrbetrieb belohnt. «Es ist eine schöne Anerkennung von aussen», sagt der Unternehmer, der auch mehrere Jahre im Vorstand von suissetec Freiburg, dem Verband der Gebäudetechniker, mitgewirkt hat.

Was die künftigen Herausforderungen betrifft, so arbeitet das Unternehmen immer noch an der Behebung der Schäden, die 2021 durch den starken Hagelschlag in der Region Bulle verursacht wurden. «Dies wird uns noch zwei oder sogar drei Jahre beschäftigen», präzisiert Marc Staremborg. Derzeit besteht Ungewissheit über die enorm gestiegenen Preise und die Verfügbarkeit bestimmter Komponenten. «Die Fristen für die Beschaffung einzelner elektronischer Teile sind deutlich gestiegen, aber im Moment können wir die Situation noch meistern», bekräftigt der Patron.



Gründungsjahr des Unternehmens: 1996

Anzahl Beschäftigte: ca. 20

Anzahl Lernende aktuell: 2

Tätigkeitsbereich: Gebäudehülle

Ausbildungsverantwortlicher: Marc Staremborg, der die Verantwortung demnächst an Kevin Burri übertragen wird

RÉDACTION

Maîtriser l'art de l'argumentation écrite

Un certificat d'études avancées (CAS) en rédaction stratégique en communication a été mis sur pied par la Haute Ecole de gestion Fribourg. Le cours est exclusivement consacré à la communication écrite pour les entreprises et organisations, un savoir-faire recherché sur le marché. La formation, enseignée uniquement en français, s'articule autour de six modules répartis en 24 journées de cours, en présentiel et à distance, et neuf sessions en ligne (ateliers d'écriture). Elle a pour ambition de mettre les participants à l'aise sur tous les terrains, de leur permettre de gagner en rapidité et en fluidité, et de s'imposer comme des professionnels aguerris en communication écrite. Une séance d'information online est organisée le 28 septembre à 18 h. Les inscriptions sont obligatoires.

Infos et inscriptions:

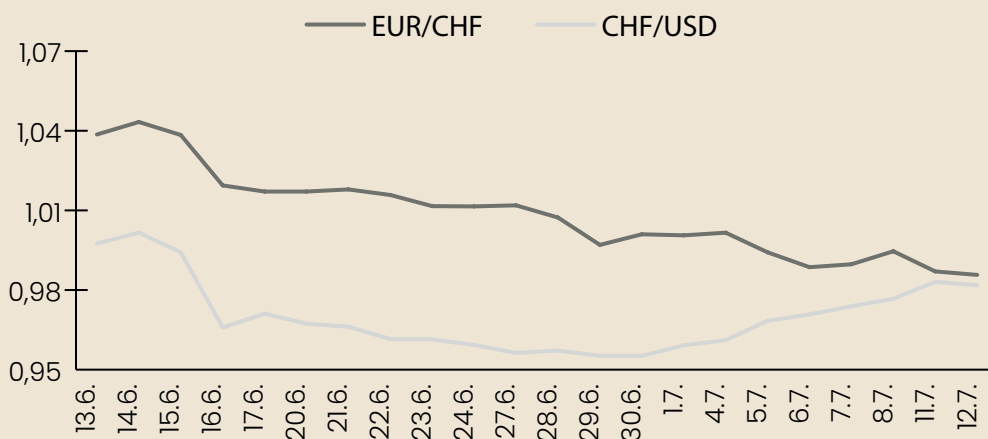


REDAKTION

Die Kunst der schriftlichen Argumentation beherrschen

Die HSW Freiburg bietet neu ein Certificate of Advanced Studies (CAS) in strategischer Redaktion und Kommunikation an. Der Kurs thematisiert ausschliesslich die schriftliche Kommunikation von Unternehmen und Organisationen – ein Know-how, das auf dem Markt sehr gefragt ist. Die Ausbildung, die ausschliesslich auf Französisch durchgeführt wird, weist sechs Module auf, die auf 24 Kurstage verteilt sind, die sowohl als Präsenz- wie auch als Fernunterricht stattfinden. Hinzu kommen neun Online-Sitzungen (Schreib-Workshops). Die Ausbildung soll die Teilnehmenden mit sämtlichen Bereichen der schriftlichen Kommunikation vertraut machen, ihnen mehr Effizienz und einen flüssigeren Schreibstil vermitteln und sie zu ausgewiesenen Profis der schriftlichen Kommunikation ausbilden. Am 28. September um 18 Uhr wird eine Informationsveranstaltung durchgeführt. Eine Anmeldung ist obligatorisch.

Infos und Anmeldung via QR-Code.



DU JAMAIS VU

12 juillet 2022

C'est une date qui restera historique pour l'économie. En effet, le 12 juillet 2022, le CHF, l'USD et l'euro ont atteint une quasi-parité. Une première depuis l'introduction de l'euro en 2002. Cette chute s'explique entre autres par les incertitudes liées à l'approvisionnement de l'énergie en Europe et au risque de récession.

NOCH NIE DAGEWESEN

12. Juli 2022

Das Datum wird für die Wirtschaft historisch bleiben. Am 12. Juli 2022 erreichten nämlich der CHF, der USD und der Euro nahezu Parität. Das ist seit der Einführung des Euros 2002 noch nie vorgekommen. Dies lässt sich unter anderem mit Unsicherheiten in Bezug auf die Energieversorgung in Europa und dem Rezessionsrisiko erklären.

« Je ne perds jamais, soit je gagne, soit j'apprends. »

(Nelson Mandela)

« Ich verliere nie – entweder ich gewinne oder ich lerne. »

(Nelson Mandela)



**PARLONS ÉCONOMIE
RÉGIONALE**

Le parcours de Pierre Dreyer vu par Jean-Pierre Dorand

L'auteur Jean-Pierre Dorand a publié « Pierre Dreyer et le développement économique du canton, des Trentes Glorieuses aux crises (1952-1987) »

Cet ouvrage publié par la Société d'histoire du canton de Fribourg, revient sur le parcours de Pierre Dreyer, un des principaux acteurs de la mutation économique fribourgeoise. Dans son livre, Jean-Pierre Dorand revient sur les contributions de Pierre Dreyer à l'économie privée ainsi que sur son engagement politique qui le mène au Conseil des Etats en 1972, qu'il va même présider en 1982 (uniquement paru en français).

**SPRECHEN WIR ÜBER REGIONALE
WIRTSCHAFT**

Der Werdegang von Pierre Dreyer, beschrieben von Jean-Pierre Dorand

Der Autor Jean-Pierre Dorand hat das Buch « Pierre Dreyer et le développement économique du canton. Des Trentes Glorieuses aux crises (1952-1987) » veröffentlicht.

Das von der « Société d'histoire du canton de Fribourg » publizierte Buch zeichnet den Werdegang von Pierre Dreyer nach, einem der wichtigsten Akteure der Neuausrichtung der Freiburger Wirtschaft. In seinem Buch geht Jean-Pierre Dorand auf die Verdienste von Pierre Dreyer für die Privatwirtschaft und sein politisches Engagement ein, das ihn 1972 in den Staatsrat brachte, den er 1982 sogar präsidierte (das Buch ist ausschliesslich auf Französisch erhältlich).

Rencontre

Succès pour le séminaire sur la protection des sols durant les chantiers

Les spécialistes de la construction se sont réunis cet été à Courtaman pour s'informer et échanger sur les bonnes pratiques en matière de protection des sols sur les chantiers. Le séminaire a été organisé conjointement par construction-fribourg, le Service de l'environnement, la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs et l'Association Fribourgeoise de mandataires de la construction. Un séminaire qui s'est terminé sur un succès pour Daniel Bürdel, directeur adjoint de l'UPCF et président de la commission gestion déchets, contrôles environnementaux qui déclare: « Sensibiliser tous les acteurs impliqués dans le secteur de la construction à l'utilisation correcte de la précieuse ressource «sol» est l'un des objectifs de la commission pour les années à venir ».

Treffen

Erfolg für das Seminar über den Bodenschutz beim Bauen

Die Baufachleute trafen sich diesen Sommer in Courtaman, um sich über Good Practices im Hinblick auf den Bodenschutz beim Bauen informieren zu lassen und sich auszutauschen. Das Seminar wurde gemeinsam organisiert von construction-fribourg, dem Amt für Umwelt, dem Freiburgischen Baumeisterverband und dem Freiburgischen Verband der Beauftragten des Baugewerbes. Das Seminar endete erfolgreich, meint Daniel Bürdel, Vizedirektor des FAV und Präsident der Kommission Abfallbewirtschaftung und Umweltkontrollen, und fügt an: «Die Schärfung des Bewusstseins aller am Bau beteiligten Akteure für den richtigen Umgang mit der wertvollen Ressource «Boden» gehört zu den Zielen der Kommission für die nächsten Jahre.»



Félicitations

Bravo à nos deux apprentis, Marc-Olivier Fracheboud et Christophe Egger, qui ont réussi leurs examens de CFC au début de l'été! Nous leur souhaitons le meilleur dans leurs carrières professionnelles à venir.

Herzlichen Glückwunsch

Wir gratulieren unseren beiden Lernenden Marc-Olivier Fracheboud und Christophe Egger, die Anfang Sommer ihre EFZ-Prüfung bestanden haben! Wir wünschen ihnen für ihre weitere berufliche Laufbahn nur das Beste!

Le Groupement fribourgeois des opticiens et de l'optométrie (GFOO) a changé de président cette année. Anne Studer a laissé son fauteuil à Valentin Dagon après de longues années de service.

Tournant en vue

Le Groupement fribourgeois des opticiens et de l'optométrie (GFOO) est dirigé depuis cette année par Valentin Dagon, patron d'Optique Messerli, à Marly. Il explique pourquoi les professions de l'optique se trouvent à un tournant et quels sont les enjeux à venir.



Valentin Dagon

Sa nomination est toute fraîche. Valentin Dagon, patron d'Optique Messerli à Marly, s'est assis cette année dans le fauteuil de président du GFOO. Une nomination logique pour cet homme qui s'engage aussi au niveau national, dans la faïtière OptiqueSuisse. Dans le groupement fribourgeois, il a succédé à Anne Studer en place durant de nombreuses années et dont le profil, elle le dit elle-même, était atypique pour présider un tel comité. En effet, elle est enseignante pour les apprentis opticiens à l'école professionnelle de Lausanne. «J'ai joué le rôle de trait d'union entre le patronat et la formation professionnelle», explique-t-elle. Un lien fort utile pour le groupement qui compte une vingtaine de membres, essentiellement des PME et des groupements comme Optic 2000, mais pas de chaînes comme Fielmann ou Visilab. Et, il y avait du travail puisque l'ordonnance sur l'apprentissage d'opticien qui entre en vigueur cette année prévoit une refonte totale de la formation: la durée de la formation passe de quatre ans à trois ans. «La base du métier d'opticien change. Il devient de moins en moins artisanal et toujours plus axé sur la vente», explique l'ancienne présidente.

Durant tout son mandat, Anne Studer a travaillé le lien d'amitié et de collégialité qui existe à Fribourg entre les opticiens et les ophtalmologues. «C'est une vraie chance qu'un tel lien entre les professions de l'optique et le milieu médical existe, c'était fondamental pour moi de l'entretenir notamment grâce à des conférences», explique l'ancienne présidente. Son successeur entend conserver les acquis: «La situation est win-win puisque nous envoyons aux ophtalmologues nos clients et ils nous réfèrent certains de leurs pa-

tients.» Cet échange est d'autant plus important qu'une nouvelle profession à la croisée entre opticien et ophtalmologue a vu le jour en 2008 grâce à une filière mise en place en haute école: l'optométrie. Celle-ci, plus médicalisée que le métier d'opticien, est axée sur les examens de la vue, la santé des yeux et la prévention.

La formation professionnelle représente un enjeu très important pour le GFOO qui travaille à la valoriser



et à la faire connaître (lire ci-contre). Un engagement nécessaire car le marché est en manque de main d'œuvre qualifiée. A commencer par les opticiens, détenteurs d'un CFC: «Nous avons beaucoup de demandes de stages et d'apprentissage», reconnaît Valentin Dagon qui ajoute: «Ce CFC est l'un des plus exigeants selon les statistiques et souvent les gens ne s'en rendent pas compte.» Il énumère les cours de physique, de mathématiques, de pathologie ou de physiologie, entre autres. «C'est beaucoup plus que de la vente», insiste le président. Sans compter que le nombre de places est limité, même si celles-ci ouvrent de nombreuses portes vers des formations supérieures.

Le service reprend sa place

Pour ce qui est de la politique, c'est la faitière, Optique-Suisse qui s'en charge. Valentin Dagon en est d'ailleurs le vice-président. Et les enjeux sont grands car l'optométrie est aujourd'hui reconnue comme profession médicale, ce qui oblige les entreprises à répondre à la nécessité de formations continues. Le GFOO organise ainsi, au moins une fois par an, une conférence à laquelle sont invités tous ses membres ainsi que les ophtalmologues. Les entreprises d'optique doivent aussi être inscrites au registre de la santé.

La défense des intérêts de la profession est d'autant plus importante que le secteur de l'optique se trouve à un tournant. «Durant des années, les chaînes faisaient la guerre des prix avec des offres d'appel insensées, aujourd'hui cela ne fonctionne plus vraiment car la clientèle est sensible au service», détaille le président qui constate que certaines chaînes font marche arrière et soignent davantage leur service à cause notamment de la concurrence d'internet. Le Covid a aussi joué un rôle dans l'attrait des clients pour les structures de proximité qui proposent souvent des montures plus artisanales. D'ailleurs dans le GFOO, presque tous les membres ont leur atelier qui permet de fabriquer les lunettes, ce qui n'est plus le cas partout. «De mon point de vue, c'est un atout pour la clientèle qui sait d'où viennent nos lunettes, où elles sont fabriquées et terminées, même si pour moi, patron, c'est plus contraignant et que cela a un certain coût», reconnaît le président.

Un des enjeux importants aux yeux de Valentin Dagon se trouve dans le renouvellement des membres du GFOO. Depuis cinq ans, les assemblées ont été ouvertes à des membres invités, comme des employés, externes au patronat. «Je trouve que nous devrions encore ouvrir davantage car cela apporte une vision différente du métier ce qui est toujours bénéfique.» Cela permettrait en sus d'éviter que le GFOO ne se meurt comme ça a été le cas dans le canton de Vaud.

1967

fondation du GFOO

2008

première volée d'optométristes HES. Cette formation a remplacé l'école privée qui formait les maîtres opticiens.

2022

refonte du CFC d'opticien qui fait passer l'apprentissage à trois ans, au lieu de quatre précédemment.



Mathilde Gremaud en ambassadrice

Le GFOO travaille d'arrache-pied à promouvoir sa formation duale. Dans le but d'inspirer les jeunes, il a engagé la Fribourgeoise Mathilde Gremaud, championne olympique de slope-style en 2022 à Pékin, comme ambassadrice. Durant une journée, la sportive visitera un magasin d'optique et s'essayera au métier d'opticien. Cette rencontre qui aura lieu en septembre sera relayée sur les réseaux sociaux de l'Union Patronale du Canton de Fribourg.

Die Gruppe der Freiburger Optiker und Optometrie (GFOO) hat dieses Jahr das Präsidium neu bestellt. Nach langen Jahren im Amt hat Anne Studer die Zügel an Valentin Dagon übergeben.

Wendepunkt in Sicht

Die Gruppe der Freiburger Optiker und Optometrie (GFOO) wird seit diesem Jahr von Valentin Dagon geführt, dem Chef von Optique Messerli in Marly. Er erklärt, weshalb sich die Berufe aus der Optik-Branche an einem Wendepunkt befinden und welche Herausforderungen künftig zu meistern sind.



Valentin Dagon

Seine Ernennung ist noch ganz neu. Valentin Dagon, Chef von Optique Messerli in Marly, hat dieses Jahr den Vorsitz der GFOO übernommen. Die Ernennung erscheint logisch für diesen Mann, der sich auch auf nationaler Ebene in der Dachorganisation OptikSchweiz engagiert hat. Im Freiburger Berufsverband tritt er die Nachfolge von Anne Studer an, die lange Jahre an der Spitze der Organisation stand und deren Profil, wie sie selber sagt, für den Vorsitz eines derartigen Vorstands eher untypisch war. Sie ist nämlich Dozentin für Optiker-Lernende an der Berufsschule Lausanne. «Ich habe die Rolle eines Bindeglieds zwischen der Arbeitgeberschaft und der Berufsbildung übernommen», führt sie aus. Die Verbindung war für die Gruppe mit ihren zwanzig Mitgliedern – in erster Linie KMU und Gruppierungen wie Optic 2000, aber keine Ketten wie Fielmann oder Visilab – sehr nützlich. Und Arbeit hatte es zur Genüge, sieht doch die Verordnung zur Optikerlehre, welche dieses Jahr in Kraft tritt, eine umfassende Neuausrichtung der Ausbildung vor: Die Dauer der Ausbildung wird von vier auf drei Jahre reduziert. «Die Grundlage des Optikerberufs verändert sich. Er ist immer weniger handwerklich und immer stärker auf den Verkauf ausgerichtet», erklärt die ehemalige Präsidentin.

Während ihrer Amtszeit hat Anne Studer auf den freundschaftlichen und kollegialen Beziehungen aufgebaut, die in Freiburg zwischen Optikern und Augenärzten herrschen. «Die Tatsache, dass zwischen den Berufen aus dem Bereich Optik und dem medizinischen Milieu derartige Beziehungen bestehen, stellt eine echte Chance dar. Es ist für mich grundlegend wichtig, diese Beziehungen zu pflegen, insbesondere

im Rahmen von Konferenzen», erklärt die ehemalige Präsidentin. Ihr Nachfolger möchte das Erreichte bewahren: «Wir profitieren von einer Win-win-Situation, wir schicken den Augenärzten unsere Kundinnen und Kunden, und sie verweisen im Gegenzug einige ihrer Patientinnen und Patienten an uns.» Dieser Austausch ist umso wichtiger, als 2008 am Schnittpunkt zwischen Optiker und Augenarzt dank dem Aufbau eines Ausbildungsgangs an der Hochschule ein neuer Beruf entstand: die Optometrie. Letztere ist stärker medizinisch ausgerichtet als der Optikerberuf und fokussiert auf Messungen der Sehfähigkeit, die Augengesundheit und die Prävention.

Die Berufsbildung stellt für die GFOO eine grosse Herausforderung dar. Die Gruppe engagiert sich dafür, die Ausbildung aufzuwerten und bekannt zu machen (siehe nebenstehende Infobox). Das Engagement ist nötig, denn im Markt fehlt es an qualifiziertem Fachpersonal, vorneweg Optikerinnen und Optiker mit EFZ: «Wir bekommen viele Anfragen für Praktika und Lehrstellen», hält Valentin Dagon fest, und er fügt hinzu: «Das EFZ ist gemäss Statistiken eines der anspruchsvollsten, oft sind sich die Leute dessen nicht bewusst.» Er weist unter anderem auf die Fächer Physik, Mathematik, Pathologie oder Physiologie hin. «Das ist viel mehr als Verkauf», betont der Präsident. Hinzu kommt, dass die Anzahl Plätze beschränkt ist, auch wenn die Ausbildung zahlreiche Türen zu höheren Ausbildungen öffnet.

Der Service erobert seinen Platz zurück

Um die Politik kümmert sich die Dachorganisation OptikSchweiz. Valentin Dagon ist übrigens deren Vizepräsident. Es gilt zahlreiche Herausforderungen zu

bewältigen. Die Optometrie ist heute anerkannt als Medizinalberuf, was die Unternehmen dazu verpflichtet, Weiterbildungen anzubieten. Die GFOO organisiert deshalb mindestens einmal pro Jahr eine Konferenz, zu der sämtliche Mitglieder sowie die Augenärztinnen und -ärzte eingeladen werden. Optikunternehmen müssen zudem im Gesundheitsberuferegister angemeldet sein.

Es ist umso wichtiger, die Interessen des Berufsstands zu verteidigen, da sich die Optik-Branche an einem Wendepunkt befindet. «Während Jahren haben die Ketten mit unglaublichen Lockangeboten an der Preisfront gekämpft, das funktioniert heute nicht mehr wirklich, denn die Kundschaft achtet auf das Serviceangebot», präzisiert der Präsident, der darüber hinaus feststellt, dass gewisse Ketten zurückrudern und dem Service mehr Aufmerksamkeit schenken, insbesondere wegen der Konkurrenz aus dem Internet. Covid hat in Bezug auf die Kundenanwerbung ebenfalls eine Rolle gespielt, und zwar wegen der Geschäfte, die sich in unmittelbarer Nähe der Kundinnen und Kunden befinden und oft handwerklich ausgefeiltere Fassungen anbieten. Übrigens verfügen fast alle Mitglieder der GFOO über eine eigene Werkstatt, in der sie die Brillen selbst herstellen können – das ist längst nicht mehr überall der Fall. «Ich bin der Meinung, das ist ein Vorteil für die Kundinnen und Kunden, da sie wissen, woher die Brillen kommen, wo sie hergestellt und fertig angepasst wurden, auch wenn das für mich als Chef mit mehr Pflichten und auch gewissen Kosten verbunden ist», gibt sich der Präsident überzeugt.

1967

Gründung der GFOO

2008

Erster Ausbildungsjahrgang
Optometristin/Optometrist FH.
Diese Ausbildung hat die Privatschule ersetzt, welche die Optikermeister/-innen ausbildete.

2022

Neugestaltung des EFZ Optiker mit einer Verkürzung der Ausbildungszeit von 4 auf 3 Jahre.

In den Augen von Valentin Dagon stellt die Erneuerung der GFOO-Mitglieder eine der grossen Herausforderungen dar. Seit fünf Jahren sind die Versammlungen offen für geladene Mitglieder, auch ausserhalb der Arbeitgeberschaft, etwa für Angestellte. «Ich finde, wir sollten uns noch weiter öffnen, denn die Öffnung bewirkt eine andere Sicht auf den Beruf, und das ist immer positiv.» Die Öffnung würde zudem verhindern, dass die GFOO aufgelöst wird, wie das der Fall war im Kanton Waadt.



Mathilde Gremaud als Botschafterin

Die GFOO macht unablässig Werbung für ihre duale Ausbildung. Mit dem Ziel, Jugendliche zu inspirieren, wurde die Freiburgerin Mathilde Gremaud, Olympiasiegerin im Slopestyle 2022 in Peking, als Botschafterin engagiert. Die Sportlerin wird während eines ganzen Tages ein Optikergeschäft besuchen und sich dort als Optikerin versuchen. Der Anlass findet im September statt und wird auf den sozialen Netzwerken des Freiburger Arbeitgeberverbandes geteilt.

Almighty Tree plante les forêts du futur

Le réchauffement climatique touche de plein fouet les forêts suisses. Pour contribuer à préserver l'écosystème helvétique, Gilles Suard et sa sœur Aline ont fondé la start-up Almighty Tree. Ensemble, ils proposent aux privés et aux entreprises un service personnalisé de plantation d'arbres. Le projet bénéficie de l'accompagnement de Fri Up.

Aline et Gilles, quel impact a le changement climatique dans notre pays?

Aline : On constate que les forêts suisses souffrent. A cause de la hausse du thermomètre mondial, les épicéas sont par exemple attaqués par le bosstryche, un petit coléoptère qui prolifère sous l'écorce lorsque les arbres manquent d'eau et n'ont plus la force de se défendre. Les terrains agricoles sont également à la peine en matière de biodiversité. Les sécheresses impactent directement l'économie du pays.

Quelle est concrètement la solution que vous apportez?

Gilles : Almighty Tree offre aux entreprises et aux particuliers de planter des arbres dans un lieu de leur choix en Suisse. Afin de contribuer à la sauvegarde de la flore régionale, nous proposons des essences adaptées au climat et au terrain régional. Nous supervisons l'action et guidons les personnes durant la journée.

Offrir la plantation d'arbres n'est pas nouveau. En quoi innovez-vous en la matière?

Gilles : Nous allons plus loin qu'une plantation standard en permettant à nos clients de suivre le développement des arbres grâce à un « Tree Tracker » sur notre site internet. Cette technologie permet de localiser précisément les arbres et d'en suivre l'évolution, ce qui renforce les liens entre l'humain et la nature. De plus, nous collaborons uniquement avec les agriculteurs et fournisseurs locaux.

On parle souvent du risque de greenwashing dans le cadre de telles activités. Comment abordez-vous ce risque?

Aline : Effectivement, c'est une thématique délicate. Nous estimons que pour une entreprise, le simple fait de planter un arbre n'est pas une action suffisante en matière de protection de l'environnement. C'est pourquoi nous nous imposons certains critères de sélection. Les entreprises doivent posséder une stratégie convaincante en matière de réduction de leur empreinte écologique ainsi qu'une politique de sensibilisation de



Aline et Gilles Suard ont déjà contribué à la plantation de plus de 16 000 arbres en Suisse.

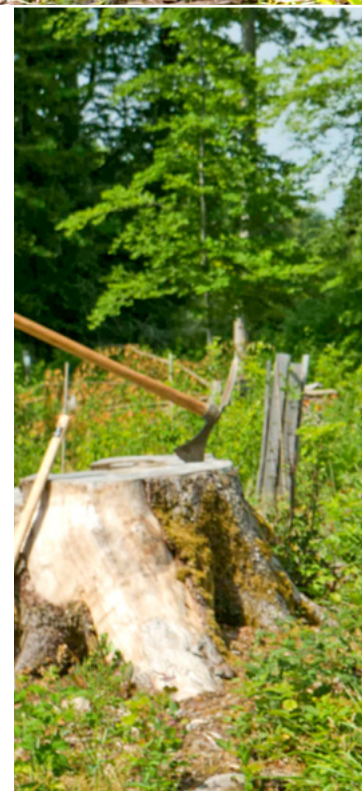
leurs employés. Nous ne collaborons pas avec des entreprises actives dans les énergies fossiles.

Quels étaient les défis principaux lorsque vous avez lancé votre start-up?

Gilles : Nous avons dû apprendre à gérer rigoureusement notre temps et à jongler entre de nombreuses tâches telles que le lancement de notre site web, l'acquisition des premiers fournisseurs et la prospection des premiers clients. Ce n'est pas facile. Il nous a fallu une bonne dose de persévérance car il faut du temps pour se faire connaître.

Quel soutien vous apporte Fri Up ?

Aline : Actuellement, nous faisons face au défi d'accroître nos activités, de « scaler » notre start-up pour reprendre le terme anglais. Nous pouvons compter sur l'appui de Fri Up au travers d'un coaching efficace et d'un partage d'expériences très utile. Son équipe nous aide à mettre au défi notre plan d'affaires en y amenant un regard externe. Leur soutien est également très précieux en matière de mises en relation et de communication.



«Almighty Tree setzt auf Baumarten,

Almighty Tree pflanzt die Wälder der Zukunft

Der Klimawandel trifft die Schweizer Wälder mit voller Wucht. Um dazu beizutragen, unser Ökosystem zu erhalten, haben Gilles Suard und seine Schwester Aline das Start-up Almighty Tree gegründet. Gemeinsam bieten sie Privatpersonen und Unternehmen einen personalisierten Service für Baumpflanzungen an. Das Projekt wird von Fri Up begleitet.

Aline und Gilles, wie stark ist unser Land vom Klimawandel betroffen?

Aline: Wir sehen, dass die Schweizer Wälder leiden. Wegen des weltweiten Temperaturanstiegs werden zum Beispiel Fichten vom Borkenkäfer befallen, einem kleinen Insekt, das sich unter der Rinde vermehrt, wenn die Bäume zu wenig Wasser haben und sich nicht wehren können. Auch auf landwirtschaftlichen Flächen steht die Artenvielfalt auf der Kippe. Dürreperioden wirken sich somit auch direkt auf die Wirtschaft aus.

Welche konkrete Lösung bietet ihr an?

Gilles: Almighty Tree bietet Unternehmen und Privatpersonen die Möglichkeit, an einem Ort ihrer Wahl in der Schweiz Bäume zu pflanzen. Um dazu beizutragen, die regionale Flora zu erhalten, schlagen

wir Baumarten vor, die an das Klima und das regionale Terrain angepasst sind. Wir beaufsichtigen jede Pflanzung und begleiten die Personen durch den Tag.

Ihr seid nicht die Einzigen, die einen solchen Service anbieten. Inwiefern seid ihr innovativ?

Gilles: Wir gehen über eine Standardpflanzung hinaus, indem wir unseren Kunden die Möglichkeit bieten, die Entwicklung der Bäume mithilfe eines «Tree Trackers» auf unserer Website zu verfolgen. Diese Technologie ermöglicht es, Bäume genau zu lokalisieren und ihre Entwicklung zu verfolgen, wodurch die Verbindung zwischen Mensch und Natur gestärkt wird. Ausserdem arbeiten wir ausschliesslich mit lokalen Landwirten und Lieferanten zusammen.

Bei solchen Aktivitäten wird oft von «Greenwashing» gesprochen. Wie geht ihr mit diesem Risiko um?

Aline: Das ist in der Tat ein heikles Thema. Wir sind der Meinung, dass die blossе Tatsache, dass ein Unternehmen einen Baum pflanzt, keine ausreichende Aktion zum Schutz der Umwelt ist. Aus diesem Grund haben wir gewisse Auswahlkriterien. Unternehmen, mit denen wir zusammenarbeiten, müssen eine überzeugende Strategie zur Reduzierung ihres ökologischen Fussabdrucks aufweisen und eine Politik zur Sensibilisierung ihrer Mitarbeiter haben. Wir arbeiten nicht mit Unternehmen zusammen, die im Bereich der fossilen Energien tätig sind.

Was waren eure grössten Herausforderungen bei der Gründung eures Start-ups?

Gilles: Wir mussten lernen, unsere Zeit rigoros einzuteilen und zwischen vielen verschiedenen Aufgaben zu jonglieren, zum Beispiel der Lancierung unserer Website oder der Akquisition unserer ersten Kunden. Das war nicht einfach. Wir brauchten eine grosse Portion Durchhaltevermögen, denn es braucht Zeit, bekannt zu werden.

Welche Unterstützung bietet euch Fri Up?

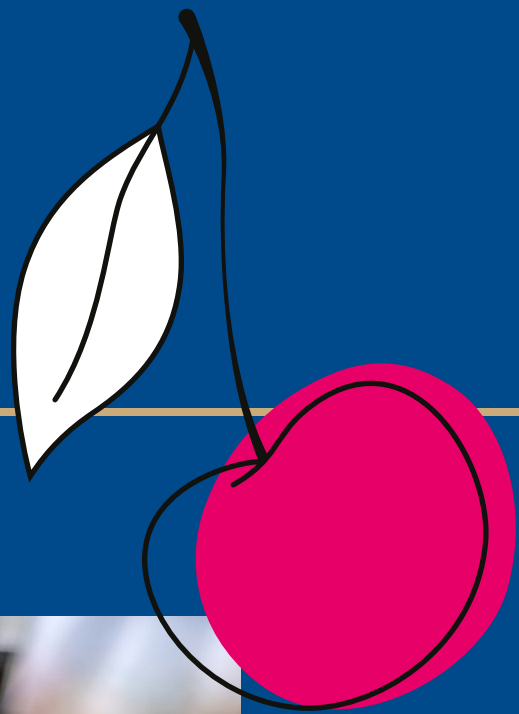
Aline: Derzeit stehen wir vor der Herausforderung, unsere Aktivitäten auszubauen. Fri-Up unterstützt uns dabei, indem sie uns coachen und sehr wertvolle Erfahrungen mit uns teilen. Dazu überprüft das Fri Up-Team regelmässig unseren Geschäftsplan, damit wir auf dem richtigen Pfad bleiben. Sie helfen uns auch durch das Vermitteln von wichtigen Kontakten und bei unserer Kommunikation.



die an das regionale Klima angepasst sind.»

La cerise
sur le gâteau

Und zum Schluss
noch dies



- Dans le prochain numéro
Les résultats de notre sondage sur la digitalisation
- In der nächsten Ausgabe
Die Resultate unserer Umfrage über die Digitalisierung